

Quel Parti socialiste
voulons-nous
pour changer la société ?

Qui sommes nous ?

C'est la première question que chacun se pose quand une initiative naît au sein du parti socialiste. Comme si, plus que n'importe quel contenu, l'identité des auteurs suffisait à définir leur engagement. Dans un parti qui a désappris la confrontation sur les projets, où tout mouvement est analysé au filtre des enjeux tactiques, il n'est pas possible d'envisager le moindre acte sans avoir préalablement décliné son pedigree.

Alors qui sommes-nous ? Le "sel de la terre" si l'on entend les discours récurrents sur le besoin de sang neuf au sein du parti socialiste. Rien ou pas grand chose, si l'on adopte les critères en vigueur, car nous ne sommes pas un courant. Nous n'avons pas de candidat à l'élection présidentielle. Nous ne prétendons même pas devenir majoritaires seuls au prochain congrès de Dijon...

Nous sommes des militants du Parti Socialiste. Tout simplement.

Nous sommes de jeunes responsables fédéraux, de jeunes élus, des membres des instances nationales, des 1ers secrétaires fédéraux. Parmi nous certains ont été jospinistes, rocardiens, aubryistes, poperénistes, chevènementistes, signataires de la motion 2 du congrès de Liévin...

Nous n'avons pas de regrets. Nous ne condamnons pas les courants lorsqu'ils sont l'incarnation d'orientations politiques. Nous croyons simplement que nombre d'entre eux ont fait leur temps, que la page de cette histoire est tournée, n'en déplaise à ceux qui en font encore leur fonds de commerce. Social-libéralisme contre social-gauchisme ?

Certaines oppositions sentent la naphthaline et pour tout dire, sonnent faux après cinq années de gouvernement de Lionel Jospin menées avec la participation de tous...

Issus des fédérations, nous avons commencé à travailler ensemble au lendemain du 21 avril 2002. Une idée nous réunit : contribuer de la manière la plus efficace possible au nécessaire débat et conduire la rénovation de notre Parti lors du congrès de Dijon en mai 2003.

Nous avons fait notre le principe d'un débat militant, franc, ouvert, sincère, pour permettre au PS d'accueillir dans de

bonnes conditions ses très nombreux nouveaux adhérents ; faire tomber les tabous ; effacer les frontières artificielles des courants du congrès de Rennes ; faire émerger les nouvelles pratiques militantes et citoyennes ainsi que de réelles idées neuves (pas celles que l'on ressort à chaque congrès, pour mieux les oublier ensuite).

Nous voulons prendre en charge les nouvelles questions politiques en menant une réflexion ancrée dans les valeurs de toujours des socialistes, faire émerger des propositions et des idées nouvelles sur les enjeux traditionnels et surtout proposer une rupture avec les mauvaises habitudes. Depuis 10 ans, les jeux au sommet ont perdu tous liens avec les dynamiques qui traversent le PS réel. Si le congrès de Dijon doit servir à quelque chose c'est bien à permettre à ces nouvelles réalités du PS de s'exprimer, à enterrer les courants d'hier et mettre entre parenthèses les ambitions présidentielles. Nous voulons contribuer à notre mesure à l'émergence d'une majorité de projet. Nous comptons sur François Hollande pour l'inspirer et l'animer.

Pas organisés en courant, sans ambition autre que de faire avancer le débat, nous sommes pour certains un OPSNI, un Objet Politique et Socialiste Non Identifié.

3 jeunes membres des instances nationales et six premiers fédéraux ont lancé le débat dans une tribune publiée dans Libération. Depuis 6 autres Premiers Secrétaires Fédéraux ont signé cet appel à un débat sincère, serein, et porteur de modernité au delà des clivages traditionnels, artificiels à bien des égards. Ils ont été rejoints par des responsables du PS, de nombreux élus locaux, jeunes le plus souvent, mais pas exclusivement. Certains parmi nous compensent leur âge par leur jeunesse d'esprit et d'engagement...

En un mot, la journée du 17 novembre est une journée sans stars, starlettes et sans paillettes. Nous voulons qu'elle soit une journée de travail. Nous voulons un rendez-vous utile. Nous faisons un pari fou. Celui d'investir le débat d'idées. Nous voulons y entraîner le congrès. C'est, au vu de ce que nous sommes, prétentieux et illusoire. C'est pourtant nécessaire. Mais après tout, la raison peut devenir contagieuse...

Béatrice AMOSSE,
1^{ère} secrétaire fédérale du Loir et Cher ;
Roland BEIX,
1^{er} secrétaire fédéral de la Charente-Maritime ;
Brigitte CHANÉAC,
1^{ère} secrétaire fédérale de l'Ardèche ;
Jean-Paul CHARTRON,
1^{er} secrétaire fédéral de la Loire ;
Christophe CLERGEAU,
membre du Conseil national ;
Bernard COUTURIER,
3^{ème} secrétaire fédéral des Deux-Sèvres ;
Alain FABRE-PUJOL,
1^{er} secrétaire fédéral du Gard ;
Anne HIDALGO,
Secrétaire nationale ;
Pascal JOSEPH,
membre du Conseil national ;
Lois LAMOINE,
1^{er} secrétaire fédéral du Loiret ;
Michel LALLINEC,
1^{er} secrétaire fédéral du Morbihan ;
Frédéric LÉVEILLÉ,
1^{er} secrétaire fédéral de l'Orne ;
Hugues MANOUVRIER,
1^{er} secrétaire fédéral de la Savoie ;
Laurent RABATÉ,
1^{er} secrétaire fédéral de l'Eure et Loir ;
Denis TROESTER,
1^{er} secrétaire fédéral de l'Yonne ;
Thibaud VILLEMINE,
1^{er} secrétaire fédéral de la Meuse

Quel Parti socialiste pour transformer la société ?

La défaite du 21 avril n'est pas une défaite comme les autres. Elle révèle la fracture qui s'est progressivement installée entre les classes populaires et la gauche de gouvernement. Elle dévoile la fragilité de l'ancrage du PS, fragilité qui menace la possibilité même de l'alternance. Dans ces conditions, il est illusoire de compter sur un retour mécanique de balancier qui, après avoir désigné la droite en 2002, nous rendrait justice en 2007. Il faut reconstruire une dynamique politique autour d'une alternative. Cela exige un formidable effort collectif d'invention.

Cette invention ne peut venir du seul sommet du PS. Pas davantage des courants, sensibilités, groupes et groupuscules d'hier qui ont montré leurs limites. Lorsque le débat se limite à des jeux d'appareils, il finit par ne plus traduire que des enjeux de pouvoir sans rien représenter de la formidable énergie qui traverse le parti socialiste. Il est alors nécessaire de faire entendre d'autres voix.

Responsables fédéraux, élus locaux et simples militants, nous nous sentons co-propriétaires de ce parti que nous faisons vivre au quotidien dans nos fédérations. Ce débat est aussi le nôtre. Nous ne le laisserons pas les seuls enjeux tactiques focaliser jusqu'à l'obsession le débat.

Nous voulons porter nos exigences. Les premières d'entre elles sont l'objet de ce premier cahier :

- **Donner au PS une stratégie qui en fasse l'artisan du rassemblement de la gauche et de la victoire dès 2007.**
- **Donner au PS une méthode qui lui permette, une fois revenu au pouvoir d'engager, en s'appuyant sur d'autres forces et d'autres légitimités, une véritable politique de transformation sociale.**

Pour satisfaire ces exigences, tout part du PS lui-même. Plutôt que de s'épuiser à dialoguer prématurément sur l'objectif d'un parti unique de la gauche dont certains de nos partenaires ne veulent pas, le parti socialiste doit d'abord se soucier de sa propre influence dans le pays. C'est en construisant un parti fort électoralement que nous créerons un pôle de stabilité et de rassemblement de la gauche.

C'est en renforçant les effectifs de notre parti que se

modifieront nos pratiques internes. Pour accueillir celles et ceux qui, jusqu'à présent, n'avaient pas fait le choix d'un engagement partisan, le PS doit profondément modifier certaines de ses mauvaises habitudes.

C'est enfin en représentant mieux la société que nous serons plus efficaces aujourd'hui dans notre travail d'opposition et demain dans l'accompagnement des politiques de changement lorsque nous aurons à nouveau la responsabilité du pays. C'est parce que nous "collerons" mieux à la société que nous retrouverons aussi une crédibilité dans l'échange et la confrontation avec le mouvement social.

I) Faire du PS un grand parti de transformation sociale

Une nouvelle dynamique à gauche ne peut s'organiser dans la dispersion et l'émiettement des forces. Ni le PCF, ni les Verts, ni le PRG n'ont la capacité à entraîner la gauche toute entière. L'avenir, à l'évidence, se construira autour du PS. Sa responsabilité, c'est d'offrir dès à présent un pôle de force et de stabilité en se donnant comme objectif **de rassembler et de fidéliser durablement un tiers de l'électorat**. La gauche ne souffre pas de l'hégémonie du PS mais paradoxalement de sa faiblesse. Ce sont les scores en dents de scie du PS, entre 16,5 % et 33% des voix qui créent l'incertitude.

Les exemples allemands et suédois montrent qu'un niveau élevé des socialistes n'est en rien incompatible, au contraire, avec l'affirmation d'autres mouvements politiques, notamment écologistes ou communistes, partenaires possibles dans le cadre d'accords de gouvernement. La cible du PS n'est pas l'électorat vert ou communiste. Notre objectif doit être la reconquête des membres de l'électorat séduits par l'extrême-gauche ou le pôle républicain le 21 avril et celle des électeurs des classes populaires qui ont fait le choix de l'abstention, voire, soutenu la droite ou l'extrême-droite.

Mais pour retrouver la confiance des citoyens et un niveau électoral élevé, le PS doit s'appuyer sur un nombre

“La gauche ne souffre pas de l'hégémonie du PS mais paradoxalement de sa faiblesse.”

“Tout part du PS lui-même... C'est en construisant un parti fort électoralement que nous créerons un pôle de stabilité et de rassemblement de la gauche.”

“Quand on est plus nombreux, on fait de la politique différemment...”

beaucoup plus élevé de militants, plus représentatifs de la société française. Quand on est plus nombreux, on fait de la politique différemment on retrouve une meilleure perception des réalités, une capacité d'échange et de dialogue avec la société ; la base militante change et l'on retrouve moins de "professionnels". Notre faiblesse actuelle n'est pas totalement due au hasard. Elle est le produit de nos structures et de nos pratiques. Le PS peut et doit s'élargir en répondant positivement à la volonté de rassemblement des radicaux ou des réseaux issus du Pôle Républicain. Mais il n'y aura pas de grand parti socialiste sans une profonde transformation de son fonctionnement et sans une véritable révolution culturelle. Inventer des idées nouvelles, se tourner de manière permanente vers l'extérieur, accueillir plus de femmes, de jeunes notamment issus de l'immigration, de salariés modestes, d'habitants des quartiers populaires, leur donner la possibilité d'accéder aux responsabilités et aux fonctions électives, suppose un effort collectif considérable. Cela suppose par exemple de cesser l'empilement de réunion qui désespèrent les plus motivés, de sortir des débats codés, de favoriser le travail d'équipe au détriment des carrières personnelles...

30 PROPOSITIONS POUR CHANGER LE PS

1) Développer le PS en l'adossant à la société

- **Une campagne annuelle de rentrée d'écoute et de dialogue avec les citoyens, ouverte par un rassemblement des socialistes qui combine :**
 - o Rencontres citoyennes,
 - o Compte-rendus de mandat des élus,
 - o Campagne d'adhésion,
 - o Campagne d'inscription sur les listes électorales,
- **Une politique volontariste pour accroître les effectifs**
 - o Doublement des effectifs du PS en deux congrès,
 - o Possibilité d'une adhésion directe au PS afin d'en faciliter l'accès,

- o Contrat de développement engageant chaque niveau d'organisation du PS (objectifs politiques, domaines d'investissement, thèmes de débat et de réflexion...),
- o Campagne d'adhésion spécifique en direction des quartiers populaires et des jeunes issus de l'immigration.

• **Rendre les élus et responsables du PS plus représentatifs de la diversité de la société française**

- o Priorité absolue donnée à la formation des adhérents et des cadres en privilégiant les publics les plus mal représentés sur le plan électoral (femmes, salariés modestes...), objectif : 3000 secrétaires de section et cadres fédéraux formés en 3 ans,
- o Organisation décentralisée des actions de formation,
- o Minimum d'un tiers de membres nouveaux dans les instances locales, fédérales et nationales à chaque congrès afin d'ouvrir l'accès aux responsabilités à tous et d'assurer la rotation régulière des responsabilités,
- o Assurer la compatibilité entre vie militante et contraintes de la vie quotidienne et familiale (niveaux de cotisation, horaires et nombre des réunions, garde des enfants...),
- o Parité à tous les niveaux dans les instances du parti,
- o Non-cumul de mandats et fonctions de niveau équivalent (exemples : parlementaire et premier secrétaire fédéral, maire et secrétaire de section...).

• **Un parti au contact de la société et du mouvement social**

- o Développement de rencontres régulières à tous les niveaux géographiques avec les associations et les syndicats,

- o Dialogue avec le mouvement social au moyen d'auditions, en amont et en aval de tous nos chantiers de réflexion et d'élaboration interne,
- o Signatures de partenariats avec les associations de parents d'élèves, de consommateurs, de quartier...
- o Développement d'actions type "mouvement d'éducation politique populaire" notamment dans les quartiers où la politique est désormais absente,
- o Relance du secteur Entreprises du PS,
- o Fonctionnement en réseau et décentralisé des commissions nationales thématiques du PS,
- o Création d'un fond d'initiative militante qui vienne en aide aux petites sections pour des initiatives innovantes.

• ***Création d'un événement-fête qui permette un grand rassemblement populaire autour des socialistes.***

2) Démocratiser la prise de décision

• ***Rendre aux militants et aux instances du PS leur pouvoir de décision***

- o Conférence militante annuelle pour faire trancher par les militants, directement et hors des enjeux de pouvoir, les enjeux politiques majeurs (pourquoi pas envisager à terme le vote des électeurs sympathisants du PS pour certaines de ces consultations),
- o Affirmation du rôle du Conseil national, seule instance associant les responsables fédéraux, en en faisant le principal organe de débat politique et de décision au sein du PS. Ses débats ne doivent pas se limiter à l'actualité. Les commissions nationales ou des commissions ad hoc préparent (par la remise d'un rapport) les débats thématiques en son sein.

• ***Mener à bien la révolution de l'information***

- o Usage systématique d'Internet pour mettre à disposition les ressources et les outils militants (formation, tracts, argumentaires...),
- o Mutualisation des idées et des débats : tout texte adopté au sein du PS, quel que soit le niveau géographique, est mis en ligne et accessible à tous,
- o Site Internet dédié permettant aux citoyens de réagir aux travaux en cours,
- o Prise en charge pour les petites sections volontaires d'une connexion Internet,
- o Création d'un journal à l'attention des secrétaires de section.

• ***Redonner au PS des règles stables et respectées***

- o Adoption de la charte éthique prévue dans les statuts mais jamais élaborée,
- o Election d'une commission des conflits aux effectifs resserrés et directement élus par le congrès pour leur conférer une légitimité nouvelle.

3) Penser une action politique cohérente du local au global

- Programme commun des socialistes européens élaboré dans le cadre du PSE qui doit trancher les débats d'orientations sur les questions européennes et internationales,
- Direction nationale cohérente et resserrée avec des compétences claires permettant la visibilité et le contrôle par les militants,
- Affirmation du niveau régional dans le fonctionnement du PS,
- Débat d'orientation à mi-mandat au niveau de chaque collectivité locale dirigée par les socialistes.

“C’est dans la pratique contractuelle que pourra se forger la perspective stable et durable de la gauche...”

II) Un contrat de gouvernement pour rassembler la gauche

Le rassemblement de la gauche passe par la recherche d’un contrat entre ses composantes à tous les niveaux de gouvernement. Le débat national sur un parti unique ou une fédération de la gauche peut paraître bien artificiel quand à la suite du 21 avril, chaque parti s’interroge sur son identité et son orientation. Ce qui est en revanche très concret c’est la responsabilité collective de la gauche à mener le combat politique contre la droite et à répondre à la question de l’alternance.

C’est aussi sa pratique du contrat dans l’ensemble des collectivités locales qu’elle gère. La recherche d’un contrat clarifiant les engagements collectifs, et les droits et les devoirs des partenaires n’est pas une construction artificielle. Il ne s’agit que d’étendre au niveau national les pratiques locales appréciées par les français. Ce débat doit être lancé sans attendre.

Au niveau national mais aussi et surtout local, les partis de gauche doivent organiser des rencontres publiques pour débattre de leurs convergences et divergences et mettre progressivement à jour les conditions d’un contrat de gouvernement, dans les collectivités locales dès 2004 et au plan national en 2007. C’est dans ce débat, et dans la réussite de la pratique contractuelle que pourra se forger la perspective d’un rassemblement stable et durable de la gauche sous une forme organisationnelle qui reste à inventer et laisse une place aux citoyens et au mouvement social.

III) Une charte de la transformation sociale pour assurer la complémentarité entre la gauche et le mouvement social

L’invention d’une nouvelle stratégie de transformation sociale articulant action politique et intervention du mouvement social est une condition nécessaire de la réussite de la gauche. Aujourd’hui, la confusion et la méfiance règnent après des années de pouvoir dominées par les rendez-vous manqués. Il est temps pour la gauche politique et pour les socialistes de prendre acte du

caractère pluraliste de notre démocratie et de reconnaître pleinement la spécificité du fait syndical ainsi que des engagements citoyens et associatifs. Le mouvement social n’est ni une force d’appoint, ni un vivier, ni une caution. Il est pour la gauche politique un partenaire dans un dialogue respectueux des différences et un acteur à part entière du changement social.

Le retour à une relation contractuelle qui respecte les champs de compétence et les identités doit permettre de rendre toute sa vitalité au mouvement associatif et syndical, et de rechercher pour la gauche un meilleur rapport de force dans la confrontation politique et sociale face aux forces libérales.

L’épuisement de la volonté de réforme et les échecs dans la conduite des changements trouvent souvent leur source dans l’isolement de la gauche de gouvernement et son repli progressif sur l’appareil d’État.

Il revient donc aux socialistes d’élaborer une charte de la transformation sociale qui définisse leur rapport au mouvement social et la méthode de gouvernement qu’ils souhaitent employer pour réussir le changement. Un siècle après la charte d’Amiens qui voyait le mouvement syndical français clarifier ses rapports avec le monde politique, c’est au tour de la gauche politique de clarifier son rapport au mouvement associatif et syndical. De la réussite de ce chantier dépend l’identité réformatrice de la gauche française et la rupture avec les illusions de la radicalité.

“Les échecs dans la conduite des changements trouvent souvent leur source dans l’isolement de la gauche de gouvernement et son repli progressif sur l’appareil d’État.”

Un siècle après la charte d'Amiens, la charte de la transformation sociale doit répondre à 5 questions :

- Comment définir les identités et les vocations spécifiques des partis, associations, syndicats ?
- Quel type de dialogue et de coopération entre ces différents types de mouvements ?
- Comment associer, dans le cadre de la pratique gouvernementale, les acteurs du mouvement social à la préparation des réformes ?
- Quels sont les domaines de compétence de la puissance publique, des partenaires sociaux et des associations ? quelle place le contrat peut-il occuper dans la mise en œuvre des politiques publiques ?
- En quoi les acteurs du mouvement social peuvent-ils constituer des contre-pouvoirs et des sources d'expertise indépendante ?

Le 17 novembre 2002, était organisée à l'Assemblée Nationale, une journée de travail "de l'inventaire à l'invention". La matinée était consacrée à débattre des nouvelles pratiques pour "la vieille maison". Pour éclairer nos réflexions, nous avons demandé à trois acteurs de nous faire part de leur expérience.

***Pascal Desclos**, Secrétaire national en charge de la formation et des pratiques syndicales au sein de la CFDT est venu faire part des changements internes qui ont favorisé et accompagné la croissance de la CFDT, 1^{er} syndicat français.*

***Juan Fernando Lopez Aguilar**, jeune secrétaire national du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) a livré l'expérience de reconstruction de nos voisins après la double défaite face aux libéraux dirigés par José Maria Aznar.*

*Enfin, **Bernard Cassen**, président d'ATTAC a rendu compte de l'expérience de sa jeune association qui a su se développer en quelques années à l'échelon européen et international.*

Comment développer et rendre pérenne une "organisation" ? Le vieillissement démographique des adhérents et la défiance qui touchent tant les partis politiques, les organisations syndicales ou les associations sont autant de défis communs que ces organisations de "volontaires" doivent relever.

Fidéliser

La CFDT a connu son apogée avec près de 950 000 adhérents au début des années 80. En 5 ans, ses effectifs sont brutalement tombés à 540 000 adhérents. Après analyse autocritique interne, faire adhérer tout en fidélisant est devenu le premier objectif pour le syndicat. La fidélisation est impérative car même une croissance des effectifs n'est pas satisfaisante, lorsque les 10 nouveaux adhérents croisent 6 partants déçus (qui ont chacun au moins un réseau de 10 à 15 personnes qu'ils dissuaderont d'adhérer à la Confédération parce qu'ils ne s'y sont pas sentis écoutés, parce qu'ils n'y jamais trouvé leurs marques ni s'y sont sentis d'une quelconque utilité). Ecouter et faire participer, donc responsabiliser, apparaissent dès lors comme les clefs du succès.

Ecouter à l'intérieur et à l'extérieur, rendre chaque militant acteur, reformuler

L'engagement individuel pérenne dans une organisation se heurte à la pluralité. Pourtant, toutes les organisations de

Synthèse des interventions des grands témoins

Matinée du 17 novembre

“volontaires” défendent au moins une même valeur via des actes différents : la solidarité. Mais l’adhérent est d’abord un individu et il appartient au collectif d’entendre cette individualité, plutôt que de lui imposer le moule du collectif. Pour écouter ces individualités, la CFDT a invité les militants de tous les échelons, sous l’intitulé du “travail en question”, à exprimer, via des enquêtes, la réalité qu’ils vivaient, en quoi ils se sentaient acteurs de cette réalité, quelles étaient leurs solutions locales, départementales, et nationales. Cela a conduit les responsables à apprendre à transformer le conflit inhérent à toute personne, avec d’une part sa propre personnalité, mais aussi d’autre part avec l’altérité, en confrontation constructive.

D’une manière analogue, une période d’autocritique a suivi les deux dernières grandes défaites électorales du Parti socialiste ouvrier espagnol. Un temps d’écoute de la société a permis la reformulation du message politique qui est ainsi redevenu audible par la société. Au terme de ses échecs électoraux, le PSOE a dû relever le défi de la recombinaison de son unité, de l’unité de son message, de sa doctrine, en compatibilité avec la structure fédérale du parti socialiste et avec les valeurs, les structures, les peuples, les autonomies et l’Espagne qui est un Etat foncièrement fédéral.

Aujourd’hui, en Espagne, le PSOE est en train de reconquérir l’opinion, notamment grâce à sa capacité à reformuler les thèmes qui intéressent la société espagnole (de manière beaucoup plus simple que les socialistes français au moment de la présidentielle).

L’écoute des acteurs à tous les niveaux est au fondement de la fidélité à une organisation et de son développement. Sur cette base, il est possible de développer un projet que chaque adhérent pourra partager, et auquel il pourra participer, ce qui semble le plus sûr moyen d’une adhésion pérenne.

De nouvelles pratiques : transparence et responsabilisation

Retrouver la crédibilité politique et la confiance des électeurs est pour le PSOE un combat contre la méfiance des citoyens qui passe par l’unité du parti, mais aussi par la démocratisation et la transparence des pratiques internes. C’est pourquoi a été retenue la méthode des primaires pour

la désignation des candidats aux mairies de plus de 50 000 habitants, de la présidence de communauté autonome et de la candidature à la présidence du gouvernement national. De même, a été retenu le principe très strict de non-cumul des postes publics et organiques, afin d’éviter qu’une même personne n’occupe ad vitam æternam un même poste public institutionnel ou organique interne au parti. Enfin, au titre de la transparence, chaque cadre doit rendre des comptes au parti socialiste sur l’exercice d’une fonction.

Le travail militant et la réorganisation du PSOE ont aussi pris le sens d’une plus grande responsabilisation des militants. C’est l’orientation du plan de qualité sur la relation entre les militants et leur organisation et la relation entre militants et la société. Cette volonté d’écouter en permanence la société et de pratiquer en interne les règles et les maximes morales que le parti socialiste projette d’appliquer aux pouvoirs publics, a pour traduction une coopération et un travail de proximité avec les citoyens.

Cette responsabilisation des acteurs est un principe aussi adopté par la CFDT. Quel que soit l’échelon, local ou national, le travail d’écoute doit être permanent : l’écoute d’un adhérent n’est pas simplement passive, ouvrant la porte à toutes les plaintes, elle doit d’abord permettre à l’adhérent de repérer l’endroit où il peut lui-même intervenir au niveau local ou dire ce dont il a besoin du national.

A la CFDT, le cadre, organise et contrôle l’application des statuts internes, mais il anime et régule aussi, avec une obligation de laisser une trace de ce qu’il réalise. L’obligation de laisser une trace s’adresse à soi-même, à son équipe mais aussi aux nouveaux adhérents, afin de leur épargner le redécouvrir le monde, pour qu’ils n’aient pas le sentiment que tout est à recommencer. Elle est une forme de transparence comparable aux pratiques du PSOE.

Attac a aussi fait le choix de décentraliser son organisation en responsabilisant ses acteurs. Attac réunit environ 30 000 personnes morales et physiques, parmi lesquelles 1 500 personnes morales, dont 500 ou 600 syndicats sections fédérations etc., provenant de la CGT, de la CFDT, de FO, de la CGC, des entreprises, etc. Mais ce qui fait la spécificité du fonctionnement d’Attac, c’est que si la direction nationale donne les cadres, impulse les campagnes, fait les textes, etc.,

il y a aussi à la base environ 230 comités locaux qui rassemblent les membres d'Attac les plus actifs ou les plus disponibles (environ 20% des effectifs totaux). Ces entités sont autonomes, la plupart d'entre elles ont la personnalité juridique. Dans ce cadre, la direction nationale propose des orientations, et les comités en font ce qu'ils veulent : une campagne peut être lancée par la direction, une manifestation contre l'OMC organisée, si les comités ne veulent pas suivre, ils ne sont pas tenus de la faire. La direction dispose simplement du label Attac qu'elle peut retirer si ces comités entrent en contradiction avec les principes fondateurs de l'association.

La formation au cœur du dispositif

Il semble clair que la formation est un élément clef du développement d'une organisation. Ainsi, Attac se définit comme un « mouvement d'éducation populaire ». Sa pratique militante l'a conduite à placer la formation au cœur de son dispositif. L'association déplore la formidable carence dans la formation des militants, et regrette ainsi la disparition des écoles de cadres du PC. Il faut d'abord penser, comprendre avant d'agir : "aller à une manif c'est très bien, mais encore faut-il comprendre pourquoi on va à la manif, comprendre les enjeux qu'il y a derrière." Les efforts de formation d'Attac sont donc conséquents : 10 ou 15 conférences débats organisés tous les jours par les comités, publication d'une douzaine de livres à ce jour, organisation d'une université d'été, publication des brochures, développement du site Internet...

Pour la CFDT, la formation est l'élément clef qui permet de rendre l'adhérent acteur et producteur de la transformation sociale. Elle a pour cela décidé de ne plus confondre séance de formation et séance d'information. Au constat que ses formations étaient plus souvent académiques, au lieu de rendre l'adhérent, le militant, le responsable, acteur et producteur du changement social, et ceci du local au national, la CFDT a décidé de réformer ses formations, il y a 4 ans, en "formation et pratiques syndicales". Ainsi, depuis 1998 à la fédération Interco, dans le cadre de ces formations, les publics provenant d'horizons divers sont mélangés, travaillent en sous-groupe, selon qu'ils sont responsables de syndicats ou de section, sur leurs attentes mutuelles. Puis est organisée la confrontation constructive. Aujourd'hui, les conseillers

fédéraux, qui composent en quelques sortes le Parlement national de la fédération, sont volontaires pour développer ce type de formation.

Afficher un objectif quantitatif est en soi un projet politique

Par ailleurs, être à l'écoute de la société implique aussi de pouvoir la représenter dans sa diversité, donc de compter dans ses rangs l'ensemble des catégories sociales. Aujourd'hui âgée de 4 ans, Attac souffre d'une même lacune que le PS : sa difficulté, pour ne pas dire son incapacité à attirer les couches populaires dans ses rangs. Cette carence est d'autant plus insatisfaisante pour l'association que ces catégories de la population sont les premières victimes de la mondialisation libérale. De même, il a fallu 12 ans à la CDFT pour revenir à 870 000 adhérents aujourd'hui, et sans doute atteindre, en mars 2003, 930 000 ou 940 000 adhérents. Certes, la CFDT est aujourd'hui la 1ère organisation syndicale en France. Mais consciente de ne pas couvrir toutes les catégories socioprofessionnelles, ni tous les territoires, la CFDT s'est lancé un nouveau défi : compter dans ses rangs 1 200 000 adhérents en 2007. L'objectif est crucial, vital même : grandir ou dépérir.

Il y a un lien entre nombre d'adhérents et résultats aux élections professionnelles. Les adhérents sont d'ailleurs les premiers électeurs à mobiliser car tous les adhérents ne votent pas.

Par ailleurs, d'afficher un objectif quantitatif est en soi un projet politique, qui revient à dire qu'un projet politique ne s'écrit pas à cinq, six autour d'une table. L'enjeu est d'impliquer les adhérents, pour qu'ils se retrouvent dans le texte avec le sentiment d'avoir pesé sur son écriture. Et le nombre n'est pas contradictoire de l'efficacité, au contraire : on ne peut mener à bien une réforme sans la participation du plus grand nombre à cette transformation.

La Confédération a pour cela fait le choix de s'ouvrir à de nouveaux territoires et à de nouvelles populations, ce qui signifie rencontrer des populations, des salariés, des employeurs, qui n'ont pas encore rencontré le fait syndical. En amont de cette démarche, il est important de ne jamais stigmatiser l'autre, celle ou celui qui n'est pas dans

l'organisation et n'aurait ainsi rien compris à la transformation sociale. Depuis quelques années, la CFDT développe des débats publics avec ses responsables. Elle y convie les employeurs, les usagers, dans l'objet de démontrer sa capacité à débattre avec la société entière sans pour autant faire du prosélytisme.

Militer au niveau européen

Enfin, la volonté de transformation sociale impose aussi de faire le lien entre les sociétés, notamment européennes. Attac s'affiche comme un mouvement internationaliste, et un mouvement européen. L'Europe est pour l'association le niveau majeur de son action. A Florence, par exemple, s'est tenue une réunion des Attac d'Europe. Mais Attac a décidé ne pas prendre position sur les architectures institutionnelles, parce que ses membres n'atteindraient jamais un accord. Hors de France, Attac s'est spontanément développé dans une cinquantaine de pays, et dans tous les pays européens, avec souvent des forces considérables, notamment dans les pays nordiques, en Italie, en Allemagne, et dans beaucoup d'autres pays du monde, y compris au Japon. De même, la CFDT est présente en Europe par le biais de Confédération européenne des syndicats. Elle y porte la synthèse de ce que les fédérations portent et de ce que les syndicats portent.

Or aujourd'hui, le Parti Socialiste Européen s'apparente plus à un club d'opinion qu'à une force de transformation européenne doté d'un projet unitaire sur les affaires de l'Europe du futur, sur les limites géographiques et culturelles de l'Europe, l'importance de valeurs, telles la laïcité. Il est temps que les socialistes se dotent d'une vraie structure politique partisane de la gauche à l'échelle du continent.

Pascals Joseph

Bâtir une force politique qui fédère un tiers de l'électorat, avec des adhérents acteurs, décideurs, avec un Parti plus en prise avec la société, au cœur de la gauche.

Après le 21 avril, sur ce terrain là aussi, les bouches se sont ouvertes au PS. Alors que de 1995 à 1997, notre Parti a su trouver les moyens d'une élaboration collective, on peut s'interroger sur le sens de la contribution du Parti et de ses militants à l'élaboration de la politique gouvernementale ? Pourquoi ce sentiment de n'avoir pas été acteur de la campagne présidentielle ?

Désaffection, abstention, désintérêt pour la politique, réduite ou trop souvent perçue comme un champ de lutte d'intérêt sans rapport avec les enjeux de la vie quotidienne, de la société, autant de diagnostics sévères portés sur l'engagement politique en général.

Et pourtant, les formes de mobilisation nouvelles n'ont pas cessé d'émerger, de donner envie aux hommes et aux femmes, aux jeunes de s'engager.

Dans le même temps, les adhérents du PS ressentent parfois le sentiment de ne pas servir à grand chose, de n'être pas des acteurs, des producteurs de leur propre Parti, mais d'être seulement convoqués ici pour ratifier des listes, là pour apporter leur voix à des textes auxquels ils n'ont pas le sentiment de contribuer vraiment.

Je reviens souvent sur cette anecdote, qui date de 1982, lorsqu'à des camarades syndicalistes, qui souhaitaient interpeller le PS sur la politique industrielle, il a été répondu : "Le Secrétariat National Entreprises est fermé pour cause de gouvernement."

Il faudra donc, dans nos structures, dans nos formes d'action, dans notre rapport au pouvoir, repenser notre rapport à la société. Le concept de gauche plurielle, esquissé il y a sept ans lors des Assises de la Transformation Sociale, est secoué par les répercussions du scrutin. Mais, ce qui doit rester opératoire, c'est l'union des forces de la transformation autour d'une dynamique politique claire : le progrès social.

Forum : quel Parti Socialiste pour transformer la société

Compte rendu analytique

La préparation du Congrès de Dijon va poser notamment la nécessité de nous doter d'une organisation, forte, ouverte, attractive, capable de s'opposer, non seulement à l'Assemblée, mais dans le pays, à la droite.

C'est pourquoi, il nous a semblé pertinent de mettre le sens de l'engagement, la façon d'être militant socialiste, l'utilité de l'adhésion au cœur de nos premiers travaux.

Pascal Desclos (CFDT)

Bonjour à toutes et à tous, merci de l'invitation.

Tout d'abord permettez-moi une petite précaution méthodologique. En effet, le propos d'aujourd'hui, si j'ai bien compris la teneur de cette journée, s'inscrit dans une journée de travail particulière sur nos pratiques. Je ne traiterai donc pas des liens entre une organisation syndicale qui est la CFDT avec un parti politique. Plus exactement, j'aborderai les pratiques internes dans ce qui nous rassemble, c'est-à-dire dans une organisation de "volontaires".

Ce qui nous rassemble, c'est une question du type : comment rendre pérenne, comment développer une organisation de "volontaires" avec tout ce que cela nécessite de définitions en matière d'organisation de volontaires ? Je vais donc tenter, avec modestie, dans le sens où la CFDT est toujours à la recherche de cette pérennité et de développement et même si elle a déjà des résultats forts conséquents, je vais donc tenter de définir ce que nous avons mis en place ces dernières années et ceci dans un champ particulier de la CFDT, celui des collectivités locales.

Je suis Secrétaire national au sein de la Fédération interco CFDT qui rassemble, les Collectivités locales, les Communes, les Conseils généraux, les Conseils régionaux, les OPHLM, les OPAC, les Sapeurs Pompiers, la Distribution de l'eau et les Opérations funéraires mais aussi des Services déconcentrés de l'État tels que les affaires sociales, les préfectures et enfin la justice.

Mon propos s'articulera autour des nouveaux outils et des nouvelles pratiques que nous avons essayés de développer ces dernières années.

Ma responsabilité au sein de cette fédération, c'est d'être

en charge de la formation, mais aussi des pratiques syndicales. Des "pratiques syndicales", cet intitulé est nouveau, il date de 4 ans. Il est né d'un constat établi ces dernières années, que nos formations étaient trop souvent académiques et ne rendaient pas l'adhérent, le militant ou le responsable, acteur producteur du changement social du local au national. C'est pourquoi, nous avons intitulé maintenant cette responsabilité, "formations et pratiques syndicales". Je reviendrai tout à l'heure là -dessus.

D'abord quelques petits chiffres, la CFDT a connu un apogée avec près de 880 000 adhérents, au début des années 80. Et puis, nous avons connu une très forte chute puisque 5 ans après nous sommes tombés à 540 000 adhérents.

Depuis, nous avons remonté cette pente, mais il nous a fallu 12 ans, et le travail que nous avons réalisé a été véritablement un travail de débat ouvert et constructif à l'interne puisque nous avons analysé nos propres responsabilités dans cette désyndicalisation.

Cette année, à la CFDT, nous sommes 870 000 adhérents ; Au mois de mars nous devrions atteindre 810 ou 840 000. Pour le champ des collectivités locales (Interco), nous sommes passés de 35 000 adhérents à 77 000 adhérents en 15 ans. Il nous a fallu travailler en transversalité pour atteindre ce résultat, c'est à dire que nous nous sommes dit : nous sommes d'abord des individus qui avons fait le choix d'adhérer à la CFDT et cette individualité doit être entendu par le collectif. Ce n'est donc pas à l'individu de se mouler dans le collectif.

Une telle posture, nécessite donc de la part des responsables un exercice fort délicat qui est de transformer le conflit, en confrontation constructive. Vous voyez donc où je veux arriver : il y a une nécessité de la part des responsables du local au national à anticiper, à construire cette confrontation. Pour être très concret : imaginez un adhérent d'une commune qui discute avec un adhérent de l'État, quand on était adhérent de l'État, salarié de l'état, nous imaginions toujours, que la solution appartenait au national quant à l'amélioration des conditions de travail, par exemple. C'était tout l'inverse pour l'adhérent de la commune.

En effet, le salarié, l'adhérent de la commune, lui était déjà culturellement dans une pratique locale où tout se passait avec l'employeur local. Et bien, il nous a fallu travailler le fait que : adhérent des communes ou adhérent de l'état, nous avons en fait les mêmes problématiques qui étaient

“Nos formations étaient trop souvent académiques et ne rendaient pas le militant acteur producteur du changement social...”

“Les responsables doivent favoriser l’écoute de cet adhérent, et lui permettre de repérer l’espace et le registre où il peut lui même intervenir...”

que du local au national, il nous fallait définir les questions qui nous concernaient et ceci territoire par territoire. Quand je dis cela, ça veut dire qu’une section syndicale, une fédération ou une confédération se doit de travailler constamment pour que l’écoute d’un adhérent, ne soit pas simplement une écoute passive qui ouvrirait la porte à toutes les plaintes.

Aussi, les responsables doivent favoriser l’écoute de cet adhérent, et lui permettre de repérer l’espace et le registre où il peut lui même intervenir au niveau local et formuler clairement sa contribution, sa demande et ses besoins au départemental puis national. Je dis cela parce que très longtemps la culture interne était de dire : “moi je dis tout ce qui se passe, et puis je demande à ce que le national réagisse”. Cela voulait dire par exemple que la RTT concerne tant la section de base que le syndicat départemental qui lui travaillait la RTT avec les communes, les conseils généraux, l’état etc... que le national qui lui se devait aussi trouver ses interlocuteurs nationaux pour porter ce dossier.

Pour diffuser ces pratiques, nous avons donc essayé de travailler ces dernières années sur l’exemplarité. Autrement dit, nous sommes partis avec des nouvelles méthodes avec les collectifs volontaires.

Certains connaissent peut être, ce qu’on appelle “le travail en questions”. Le travail en questions, c’est le fait de partir à l’enquête, à l’écoute de nombre de salariés et ceci en masse et sur l’ensemble du territoire ou sur des populations de salariés que nous considérons comme stratégiques pour qu’elles adhèrent et participent à la vie de la CFDT.

En France, nous sommes maintenant la 1ère organisation syndicale. Pour autant, nous manquons encore de représentativité auprès de certaines catégories de salariés notamment au sein de la catégorie C de la fonction publique. Cela peut paraître paradoxal parce que nous avons énormément travaillé les revendications et obtenu des acquis pour ces populations. Mais elles ne rentrent pas ou peu à la CFDT parce que culturellement, identitairement la CFDT n’a pas encore cette image de proximité. Pourtant, la CFDT est généralement reconnue comme une organisation où le débat d’idées est fort, où on arrive à se dire des choses, où la pluralité est prise en compte, mais, force est de constater que certains ne se retrouvent pas comme pouvant faire partie intégrante de cette organisation. Donc nous avons monté ce “travail en questions”. Ce dispositif d’action

correspond au fait de dire : “militants nationaux, militants départementaux, militants locaux, dans les sections, nous allons avoir des outils qui sont des enquêtes, et nous allons par cet outil qui est un support de médiation aller à la rencontre de ces salariés”. Mais plus encore, ce que nous avons voulu faire notamment à travers ces enquêtes, c’est de dire “vous avez une réalité à nous faire appréhender, à nous faire comprendre mais de cette réalité en quoi vous sentez vous acteur vous aussi pour la faire évoluer ? Quelles sont vos solutions locales, quelles sont vos solutions départementales, quelles sont vos solutions nationales ?”. Certes, nous avons un gros travail de synthèse maintenant, un gros travail de compte-rendu et puis nous avons aussi l’obligation de résultats puisque nous avons ouvert la boîte de Pandore sur le plan de l’écoute mais aussi sur celui des revendications.

La responsabilité des cadres intermédiaires, des cadres nationaux, au sein de la CFDT est donc clairement engagée. C’est pourquoi, je voudrais m’arrêter sur un point particulier : nous avons aussi l’obligation de redéfinir ce qu’est la responsabilité d’un cadre-militant au sein de l’organisation. Le cadre, ce n’est pas seulement celui qui organise et qui veille au contrôle de l’application des statuts internes. Le cadre c’est aussi celui qui anime et qui régule. Il est celui qui a une obligation de laisser une trace de ce qu’il réalise. Trop souvent, nous nous disons à bas les discours et vive l’action. Pourtant nous n’arrivons pas tout neuf sans histoire. Nous sommes intégrés dans une histoire personnelle et collective. Cela est très important pour soi-même et son équipe mais aussi pour ces nouveaux adhérents, militants qui arrivent, histoire qu’ils ne redécouvrent pas le monde, histoire qu’on ne se dise pas que tout est à recommencer, histoire aussi de dire que tout n’est pas à jeter. Même ce que l’on critique.

Je voudrais revenir maintenant sur une notion qui m’est chère et que j’ai essayé de développer depuis une dizaine d’années, c’est la notion d’organisation de “volontaires”. Les questions sont nombreuses à ce sujet “Qu’est-ce qui fait que lorsque l’on s’engage individuellement, on a encore un intérêt à rester dans une organisation ?”. En effet, il est extrêmement dur d’admettre la pluralité, d’admettre la contradiction dans une organisation où l’on croyait avant d’en faire partie, que nous partagions exactement les mêmes valeurs. Toutes les organisations de volontaires : partis politiques, syndicats, associations défendent les

“Le cadre, ce n’est pas seulement celui qui organise et qui veille au contrôle de l’application des statuts internes.”

“Nous démontrons que nous sommes en capacité de débattre avec la société entière.”

mêmes valeurs sauf que ce ne sont pas les mêmes actes qui sont posés au nom de cette valeur déclarée. La notion de solidarité, vous la trouvez même dans les partis extrémistes au sein de leurs textes internes. Et donc, à la question posée à l'interne “pourquoi avez-vous adhéré à la CFDT ?” on ne peut se satisfaire de la réponse, j'allais dire à 99,8%, “parce que j'ai envie de travailler la solidarité, l'égalité des chances”. En effet, cela ne suffit pas si on ne traduit pas cela en acte, en projet concret et donc je reviens là, à l'outil nouveau que nous développons maintenant depuis 5 ans : le travail en questions.

Puisque votre journée est sur le développement et que nous mêmes nous nous sommes donnés une grande ambition qui est de passer de 880 000 adhérents à 1 200 000 en 2007. Il y a 2 défis à relever.

Le 1^{er} défi est de s'ouvrir là où nous ne couvrons pas encore le territoire et certaines populations.

Mais le 2^{ème} défi c'est la fidélisation : car lorsque nous nous satisfaisions d'un chiffre de 10 nouveaux adhérents, pour 6 partants, vous êtes sûrs que les 6 partants, ils ont au moins un réseau de 10 personnes à 15 personnes, à qui ils disent : “surtout ne rentre pas à la CFDT, j'y suis rentré cela fait 6 mois que j'en suis parti parce qu'on ne m'a pas écouté”.

De plus, nous sommes devant un défi démographique, car nos adhérents vieillissent, et puis comme tu le disais en introduction, il y a une défiance. Il y a défiance tant vis-à-vis des partis politiques que des organisations syndicales. C'est pour ça que nous allons rencontrer des populations qui classiquement n'ont pas encore rencontré le fait syndical comme les emplois jeunes. Nous allons non seulement rencontrer les salariés mais aussi les employeurs. Je dis cela parce que trop souvent, nous stigmatisons l'autre, celui qui n'est pas dans notre organisation comme n'ayant rien compris aux choses, c'est-à-dire à la transformation sociale. Et bien depuis quelques années nous développons des débats publics en présence de nos responsables et nous convions les employeurs et nous invitons les usagers. Ainsi fait, nous démontrons que nous sommes en capacité de débattre avec la société entière.

Autre méthode dans la fédération des services pour l'exemple. La fédération des services est partie avec un bus. Elle fait la tournée depuis 6 mois sur les parkings d'hypermarchés. Les militants de cette fédération rencontrent ce qu'on nomme la précarité et on s'aperçoit

que très clairement il y a une attente de la population à être écoutée. Ainsi le salarié qui sort de sa caisse et qui voit ce bus installé là depuis 3 jours, il se dit “cela fait 3 jours qu'ils sont là, donc ils sont prêts à m'écouter”. Force est de constater que cela marche et qu'il y a une dynamique d'adhésions qui se met en place.

Autre pratique que nous essayons de développer : la confrontation notamment dans le cadre des formations.

Vous le savez, la CFDT est organisée sur le principe du fédéralisme, principe auquel nous tenons particulièrement parce qu'il rend chaque individu responsable de certaines dimensions d'une problématique en fonction de son territoire d'appartenance et d'action.

Les formations syndicales que nous développons à Interco intègrent donc forcément deux ou trois types de public (responsables de section, responsables de syndicat, responsables nationaux).

Nous tentons de distinguer les séances de formation des séances d'information. Trop souvent nous avons monté des séances de formation qui étaient en fait des séances d'information. Les nouveaux adhérents arrivaient et, en fait, on leur ingurgitait directement la structure de la CFDT, son histoire, pendant 2 heures, cela donnait envie de fuir tant ils ne retrouvaient pas leurs réalités. C'est pourquoi, dans les méthodes pédagogiques que nous développons maintenant nous croisons obligatoirement ces publics et nous les faisons travailler en sous-groupes selon qu'ils sont responsables de syndicats ou de section sur leurs attentes mutuelles puis nous organisons la confrontation pour mettre à plat leurs réalités et objectifs d'action mutuels.

Voilà l'un des exemples que je voulais vous donner tout à l'heure sur ce qu'est la confrontation. Et on s'aperçoit que ça marche car à Interco, force est de constater que nos conseillers fédéraux sont maintenant volontaires pour développer ce type de formation. Eux mêmes se sont libérés d'une frustration qui était : “nous sommes plus considérés simplement pour des élites de l'organisation mais comme des acteurs de l'action collective. De plus en plus nous ne sommes plus remis en cause sur la légitimité de nos mandats qui est bien de défendre et de soutenir cette base”. Par ces méthodes là, force est de constater que les liens se resserrent donc.

Militant de la fédération de l'oise : Je vous ai entendu parler du “local au national” et “du travail en question”, c'est

très intéressant, ma question portera essentiellement sur : Quand on passe du national au local, ou l'inverse : que fait-on du supra-national ? J'entends par là l'Europe. Je m'explique en prenant le cas des 35 heures dans les hôpitaux, on nous explique dans les médias aujourd'hui que si les cliniques privées sont obligées de recruter des infirmières arrivant d'Espagne, c'est parce qu'on a les 35 heures, et là qu'est-ce que la CFDT préconise exactement ?

Pascal Desclos : Je vais être très concis en laissant de côté la part de l'action revendicative. Aussi sur l'organisation du passage du local au national jusqu'au supranational, sachez que la CFDT est présente à l'Europe par le biais de la CES : confédération européenne des syndicats.

Laurent Rabaté (1^{er} fédéral Eure et Loire) : J'ai été très intéressé parce que vous avez présenté, et ça m'a rappelé la question que je m'étais faite lorsque j'avais entendu la déclaration du nouveau responsable national de la CFDT : "passer à 1 200 000 adhérents", cela m'avait paru un peu étrange, de commencer par fixer un nombre d'adhérents sans donner d'objectif en terme d'élection professionnelle. Est-ce qu'il y a d'autres objectifs qu'on se donne ? Et puis peut-on se donner cet objectif sans modifier la ligne politique. C'est vrai que dans une organisation comme la vôtre il y a peut être moins d'exigence d'avoir une ligne pour tous, mais y en a quand même une. Si je prends ces points c'est parce que nous organisateurs de cette journée de débat et de réflexion, ils sont cruciaux. Nous avons dit dans la tribune que nous signé dans Libération le 11 octobre dernier que nous souhaitions être capable de construire un parti fédérant 30% de l'électorat, c'est un autre objectif qui correspond plus aux élections professionnelles pour reprendre votre univers. nous ne nous sommes pas donnés d'objectifs en terme de militants ; on hésite parfois à le faire ; est-ce qu'on ne risque pas, par une sorte de mouvement dont on ne prend pas trop conscience au début, de perdre de vue certains éléments de l'identité politique ?

Pascal Desclos : Il y a plusieurs questions semble t-il dans votre propos.

La 1^{ère} : 1 200 000 adhérents. Au début des années 80, lorsqu'il y a eu une chute forte qui mettait la CFDT en danger dans sa pérennité, nous considérons alors que le quantitatif était moins glorieux que le qualitatif.

Or, nous nous sommes aperçus que si nous nous donnions pas des objectifs quantitatifs, nous allions mourir. Clairement.

“Nous nous sommes aperçus que si nous nous donnions pas des objectifs quantitatifs, nous allions mourir.”

Le 2^{ème} élément de votre question est : "y a un lien entre le nombre d'adhérents et la représentativité aux élections professionnelles ?" Très clairement oui. Et je peux vous donner des exemples très concrets. Nous savons pertinemment que malgré la force en nombre de nos adhérents, tous nos adhérents ne votent pas pour autant. Ca veut dire que le 11 décembre pas exemple, aux élections prud'homales, il va nous falloir avoir des pratiques particulières pour être sûrs que nos propres forces se mobilisent ce jour là. En effet, nous savons par l'expérience que nous gagnons les élections parce que nos électeurs sont d'abord nos adhérents. Et pour nous, il n'y a aucune contradiction entre adhérents et électeurs. Je dirais même qu'il s'agit là de nos 2 sources de légitimité. Enfin sur le lien qu'il y a entre l'affichage extérieur de notre syndicalisme d'adhérents - une problématique interne donc- et notre projet politique de transformation sociale, je voudrais dire ici le point suivant. La CFDT s'est battue pendant plus de 15 ans pour être clairement autonome vis à vis des partis politiques. Cela veut dire que l'espace qu'il y avait entre la démocratie représentative parlementaire et la démocratie intermédiaire doit être clairement identifié. Dire cela, c'est la condition demain pour que tous gouvernants trouvent des interlocuteurs avec lesquels négocier la mise en place de leur projet de transformation sociale qu'ils portent. Pour terminer, dire "nous voulons être 1 200 000", c'est aussi clairement porter haut et fort une partie de notre projet politique et social. En effet, le projet politique de notre organisation ne s'écrit pas à cinq, six autour d'une table. Toute la question posée aux responsables, c'est de savoir si des adhérents, des individus s'y retrouvent parce que pour partie ils ont pu peser sur l'écriture des orientations qu'ils auront à porter.

Serions-nous donc moins exigeants compte tenu de notre nombre.

Au contraire, nous affirmons que plus nous sommes nombreux, plus nous sommes obligés, d'être efficaces dans ce que nous faisons et dans ce que nous disons. Efficaces, c'est-à-dire que le sens et l'efficacité se confondent au service de notre projet. L'efficacité de notre projet est donc rendu possible que parce que nous avons un nombre d'adhérents à la hauteur de notre projet. Pour conclure, les plus belles idées pourraient rester dans nos tiroirs si nous n'avions personne pour les défendre sur l'ensemble de notre territoire d'intervention. Voilà le pourquoi ce

“...nos électeurs sont d'abord nos adhérents.”

nombre (1 200 000) a aussi un sens politique concret. Très sincèrement, c'est un beau défi sincèrement que de rendre à cette orientation quantifiée, ses lettres de noblesse.

Hugues Manouvrier, 1^{er} fédéral de Savoie : Il s'avère que j'appartiens pour la CFDT, à la fédération des services, je sors d'un congrès dans mon département. 500 personnes sont théoriquement adhérentes à cette fédération, ce qui est très bien, ce qui est plus que ma fédération. A ce congrès, nous étions 15. J'entends très bien ton discours, cependant je crois qu'on a pas résolu le problème que nous rencontrons également : cette dimension consumériste que peuvent avoir les gens. Beaucoup de gens viennent adhérer pour avoir un service au sens propre. C'est-à-dire, je veux être défendu, et puis une fois que j'ai été défendu, j'ai eu la solution ou pas à mon problème, je pars. Alors, c'est encore plus difficile au PS, puisque c'est qu'un problème de sens et de fond qu'on veut défendre. Théoriquement, on ne vient pas chercher notre intérêt personnel. On aimerait bien tous ensemble trouver des solutions. Mais je t'avoue que je n'en ai pas. Alors est-ce que la CFDT là-dessus a des idées un peu plus précises ?

Marie-Laure Mayer (Fédération des Hauts de Seine) : Dans les diagnostics que je pose sur les problèmes du Parti Socialiste : y a les problèmes de consanguinité, entre cabinets ministériels et Hautes fonctions publiques, donc un problème de traduction des attentes, et un problème de consanguinité entre les élus et le fonctionnement du parti. Je précise que je suis élue locale, présidente du groupe socialiste de Nanterre. Je voudrais savoir au niveau de la CFDT, dans cette démarche d'innovation, ce que vous avez mis en place comme méthode sur le cumul des responsabilités, sachant que, dans notre parti, comme le statut d'élue donne des places de membre de droit mais sans droit de vote, ils préfèrent souvent squatter toutes les positions pour pouvoir peser. On peut se poser la question de la perte en ligne qu'il y a donc à ne pas donner le droit de vote à des gens qui ont été capables de se faire élire, mais de la perte qu'il y a aussi, à écarter tous les militants qui ne sont pas des élus pour faire fonctionner le parti. Il y a une contradiction très forte. Ma 2^{ème} question : Qu'est-ce que vous avez comme mode de régulation quand il y a transgression des modes de fonctionnement ?

Natacha (fédération de Paris) : En exemple, viennent d'être montrées des pratiques syndicales pour changer le

fonctionnement et l'approche au niveau du syndicalisme mais nous, il faut qu'on le traduise en terme de pratiques politiques. Et c'est ça qui est très intéressant. Il est à remarquer en tout cas dans l'exposé qui a été fait, la montée comme exemple de la CFDT jusque dans les années 80, à l'apogée. C'était une période où la droite était au pouvoir depuis un moment. Et puis ensuite quand la gauche est arrivée, les choses se sont effondrées. Après la CFDT est remontée, c'était la gauche au pouvoir ces dernières années. Qu'est-ce qui fait que ? Ou c'est parce que les salariés sont face à un gouvernement qui ne les prend pas forcément toujours en compte et donc il y a une remontée, ou est-ce que c'est vraiment parce qu'il y a vraiment un changement de pratiques et là ça doit nous interpeller sur nos changements de pratiques politiques. Moi si je suis là aujourd'hui c'est qu'on a 5 ans pour montrer aux gens qui habitent notre pays que la politique, c'est autre chose que ce qu'il ont connu jusqu'à présent, qu'on est capable de prendre en compte comme vous l'avez fait à la CFDT, en revenant réellement aux préoccupations des gens et pas seulement aux têtes pensantes. Aujourd'hui ce qui me plaît, c'est qu'il n'y a pas des grandes têtes pensantes qui sont là et qui vont nous montrer le chemin pendant 5 ans et au bout des 5 ans, appeler à être elles. En 5 ans, on a le temps de faire émerger des têtes nouvelles, faire émerger des pratiques en s'appuyant peut être sur l'exemple qui a été donné là.

Pascal Desclos : Le consumérisme au sein de la CFDT est présent. C'est une question de logique puisque l'individu quand il rencontre l'organisation veut avant tout trouver quelques solutions à ses problèmes. Il est donc de fait, dans le registre de la consommation.

Toute la question qui nous est posée, c'est l'après-consommation (la raison première d'un grand nombre d'adhésions). C'est comment on transforme cela ? Là est la problématique de la fidélisation, et c'est là que je rejoins sans doute des questions qui sont sous-jacentes à votre intervention : comment l'organisation peut-elle rendre acteur/producteur celui qui est arrivé d'abord pour consommer. Comment l'organisation peut-elle l'amener à se dire : "moi aussi, je vais pouvoir peser sur des choses" ? Aussi, même si cela peut vous paraître anodin, je crois qu'il faut être en situation pour le vivre. Personnellement, en cas d'animation de réunions, je pars toujours du principe qu'il faut d'abord mettre à plat les représentations de chacun.

“Si je suis là aujourd'hui c'est qu'on a 5 ans pour montrer aux gens qui habitent notre pays que la politique, c'est autre chose que ce qu'il ont connu jusqu'à présent.”

“Comment l'organisation peut-elle rendre acteur/producteur celui qui est arrivé d'abord pour consommer.”

Il faut en effet ne jamais considérer comme acquis qu'une présence dans la même salle, indique que tous pensent la même chose. Cela est faux et heureusement faux. Car, même à l'interne, nous sommes pluriels et divers.

Le cadre-militant qui réunit ces personnes se doit donc de faire d'abord un travail sur les représentations pour donner à voir à chacun que la pluralité est déjà à l'intérieur. Ça évite bien des désagréments au cours des mois qui suivent l'adhésion, en évitant les désillusions liées à des attentes infondées sur l'organisation. Plus encore, cela permet de se sentir personnellement acteur du construit de son organisation. Cela passe donc aussi par des formations.

Ainsi, par exemple, lorsque l'on travaille sur les conditions de travail, il nous faut mettre à plat l'ensemble des représentations. C'est le 1^{er} travail à réaliser. Je raconte souvent que lors des formations RTT, j'entendais souvent "Je pensais que la CFDT était pour les 32 heures, quand tu viens pour les 35 heures, ça veut dire tu es moins progressiste qu'on ne le pensait". Je répondais alors "28 heures si on le veut". La question c'est "comment ?". La question c'est "quel type d'emploi voulez-vous créer car pour l'instant quand on fait la liste des types d'emploi que vous voulez créer, et des tâches à transférer, je constate en fait que ce sont des emplois de photocopieuses".

On le voit la question sur le sens de la RTT, donc comment fait-on pour tout reposer à plat, nécessite de travailler les conditions de travail, la notion de mission de services publics, d'usager car, si on ne travaille pas cela, alors on peut se faire des procès d'intention sur "usagers, contribuables etc..". Pour toute action, le préalable est donc toujours le même, celui de travailler à l'homogénéisation des représentations pour donner une véritable assise ensuite à l'action revendicative.

L'Eure et Loire, par exemple, avec toutes ses cités administratives on a travaillé la RTT en inter-ministérielle. Ici, cela a du sens. Cela n'a pas pu être pas autant de sens au niveau local quand tous les points des services déconcentrés de l'état ne sont pas rattachés sur la même place centrale, etc....

Ce travail sur le principe de réalité, c'est aussi, rendre à l'individu qui est devenu adhérent, acteur de l'énonciation de sa réalité que nous avons pour devoir d'écouter.

Bien entendu les valeurs nous y tenons les uns et les autres. La question est de savoir quelles traductions concrètes nous leur donnons.

“...les valeurs nous y tenons les uns et les autres. La question est de savoir quelles traductions concrètes nous leur donnons.”

De plus, le temps d'un individu dans une organisation n'est pas le même que le temps d'une organisation. Par nature la frustration est donc inhérente à l'adhésion. Cela, il faut le travailler.

Si l'on prend l'exemple des retraites, il nous faut retenir ceci. Les fédérations n'ont pas déterminé seules leur positionnement politique et technique sur les retraites. En effet, pour la CFDT, le positionnement, c'est une affaire interprofessionnelle.

En effet, au sein de la CFDT, il est hors de question de mettre face à face le public et le privé ; nous luttons justement contre le corporatisme et le catégoriel. La question posée aux équipes syndicales, départementales, et locales, n'est donc pas d'attendre la position de la CFDT pour savoir si oui ou non chacun se retrouve bien dans la position de la maison. Il s'agit en fait de savoir comment chacun participe à la position confédérale en travaillant à définir sur son propre champ les emplois pénibles par exemples.

Vous voyez que si chacun construit son apport à la position nationale, alors le national commence à disposer d'une autre crédibilité.

Un autre exemple concret peut-être cité, il s'agit de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences. Ainsi, dans le champ de l'Etat, ce qui s'est passé dans les préfectures ces dernières années, a permis à la CFDT de réaliser de vrais changements culturels en son interne. En effet, la gestion prévisionnelle des emplois et compétences nous a obligés à travailler concrètement service par service. Certes, cela n'est jamais parfait, mais la dynamique est enclenchée sur le principe de réalité qui est devenue incontournable lorsque l'on applique le principe de la démarche contractuelle.

Par ce type d'accord national, il y a un autre principe d'action qui est incontournable : il faut que chacun participe. Et là, le cadre-militant doit donc non seulement avoir discours revendicatif mais aussi un métadiscours, c'est-à-dire celui de la méthode à développer. Dans le cadre de notre organisation et du fédéralisme qui nous régit, quand on dit "la base" (moi je dis à "la source"), notre action est efficiente car on s'abreuve à la source de nos adhérents.

L'autre élément important de nos pratiques est la régulation. La régulation, c'est sans doute la première responsabilité d'un cadre, cadre interne, cadre intermédiaire, d'un cadre national.

“La gestion de conflit est quelques chose d’inhérent à tout système collectif.”

En effet, la gestion de conflit est quelques chose d’inhérent à tout système collectif d’autant plus lorsqu’il est associatif. Ne pas le faire, c’est faire fuir car les individus jouent aussi leurs propres représentations d’eux mêmes, de leurs idées etc.. Pour ma part, je suis beaucoup intervenu sur la gestion de conflit dans les équipes -là est d’ailleurs ma formation initiale de psychosociologue. Pour cela, je suis toujours parti de ce que les gens avaient réalisé concrètement, puis j’ai essayé de valoriser chacun dans ce qui a été produit. En effet, s’il existe une production, c’est que des acteurs sont à l’origine. Il faut donc les reconnaître en les repérant. Cette démarche de valorisation permet aux conflits d’être mis à plat. En effet, je pense qu’on ne peut pas régler la gestion des conflits si on se base sur le seul terrain des idées. Rappelons-nous que dans le système associatif, nous entendons souvent que “plus royaliste que moi, tu meurs”, “plus progressiste que moi, tu meurs”. Vous comprendrez donc pourquoi ce qui fait la réalité de ce que nous disons, c’est ce que nous avons réalisé. C’est pourquoi, je pars toujours de ce qui a été réalisé pour essayer de mettre à plat la gestion de conflits, c’est cela arriver à développer une confrontation constructive.

Pascal Joseph : Un mot de relance car dans la question de Marie-Laure, il y avait certes ce souci de l’intérêt général et la régulation des organisations mais il y avait une question sur le cumul des responsabilités et notamment ce qu’elle a appelé la consanguinité, la confusion qui participe à la confusion des rôles des instances des différents niveaux. Nous, on a une problématique non-cumul qui est une problématique politique (non-cumul des mandats) mais il y a une autre problématique : non cumul des mandats et des fonctions parce qu’actuellement ce cumul nuit à cette opérabilité de structure...

Pascal Desclos : Nous avons encore quelques progrès à réaliser même si nous en avons réalisé quelque uns. Il y en a un qui symboliquement était fort et qui explique sans doute pourquoi le fait syndical CFDT se renforce malgré l’alternance des partis au pouvoir. A la CFDT, il y a interdiction de cumul entre un mandat exécutif politique et un mandat exécutif syndical. Cela a demandé une lutte à laquelle je n’ai pas participé pour ma part, mais les anciens vous diront qu’elle fut dure et héroïque tant il était difficile de faire la distinction entre le fait politique et le fait syndical. Résultat, le cumul n’existe plus.

Cependant, nous avons encore des progrès à faire car nous avons encore des cumuls interne du type secrétaire de section, secrétaire de syndicat, secrétaire fédéral, élu CAP, élu CTP...etc.

Ainsi, pour Interco, le travail est encore devant nous, mais nous avons un point très fort dans nos statuts : qui dit mandat, dit droit de vote. Donc obligation pour la personne de se situer. Cela veut dire que le phénomène de réseau existe beaucoup moins puisqu’à tout moment l’individu mandaté apparaît publiquement quant à son positionnement en matière d’orientations. Bien entendu, sur les personnes, le vote est à bulletin secret. Mais sur les idées, le vote n’est pas à bulletin secret.

C’est peut-être la seule chose qui pour l’instant nous garantit que le problème des cumuls n’a pas les mêmes conséquences que j’imagine au PS même si cela a des conséquences fortes sur l’accès pour tous aux responsabilités. En effet, ce cumul a des conséquences fortes sur la disponibilité entre le fait de siéger et le fait de travailler concrètement, même si siéger c’est travailler concrètement. Ce sont des problématiques qui nous sont encore posées. Sans doute est-ce là un des grands chantiers mais cela ne donne pas les mêmes effets pervers sans doute.

Anne Hidalgo (secrétaire nationale) : J’ai une question sur le développement et la recherche justement d’une représentation de l’ensemble des réalités de la société. Je suppose que c’est un sujet que la CFDT a abordé et qui est peut-être moins strictement centré sur Interco mais comment avez-vous fait par exemple pour percer dans les petites entreprises dans les moyennes entreprises qui sont en général plus difficile pour la présence syndicale et cette question peut renvoyer chez nous par analogie à un sujet qui nous est cher et sur lequel les signataires de la tribune parue dans Libé, avaient réfléchi à savoir notre présence à nous organisation politique, dans tous les quartiers et dans toutes les CSP et pas uniquement celles qui sont les catégories qui se tournent traditionnellement vers nous. Alors au sein des organisations syndicales, c’est plutôt entre le monde de la grande entreprise, le modèle industriel et les petites entreprises notamment dans le champ des services, alors comment avez-vous opéré pour percer et développer votre présence dans ces structures ?

Jean-François (Fédération de l’Ain) : J’avais deux types de questions. L’une pour rebondir sur la question qui vient d’être

évoquée mais peut-être pas totalement aboutie sur la consanguinité et des structures de notre parti et une autre d'associer réellement les militants de base à la définition des orientations politiques. Pour ce qui est de cette question, moi je suis dans le parti depuis 18 ans et ça fait 18 ans que j'entends le débat sur le rapport entre ceux qui sont élus et ceux qui animent l'organisation du parti et il se trouve que nous avons eu à voir des périodes de majorité et des périodes d'opposition et au plan local c'est le même problème. Lorsque l'on passe d'une période où on est aux affaires locales, départementales ou nationales et d'une période où on est dans l'opposition, le rapport de la participation de chacun change. Lorsque l'on est dans une période de reconquête, c'est là où le rapport avec la présence ou l'absence des élus devient important. S'ils sont pas là, on dit qu'ils sont jamais là, mais si les élus exercent des responsabilités, on dit qu'ils trustent tout, et je crois qu'il y a un peu de vrai dans chacune de ces propositions. La question est peut-être plus spécifique au parti dans la mesure où un des objectifs d'un parti c'est non pas d'avoir des élus, mais d'exercer des responsabilités donc pour ça d'avoir des élus, elle peut être moins forte ou différente dans une organisation syndicale... Tu as déjà répondu à un certain nombre de points sur la limitation des responsabilités, peut être, nous, au niveau du PS, devons-nous réfléchir à la question de savoir si on peut être à la fois 1er secrétaire fédéral et investi d'un mandat national, qui fait double emploi par exemple à la présence au conseil national, si on doit être élu à la fois dans l'exécutif municipal et en même temps secrétaire de section, et à quel moment on constate non pas ces incompatibilités mais tout simplement qu'il faut changer de rôle. Et je pense que dans nos propositions, nous devons intégrer sans dogmatisme ces questions. Mais après y avoir été opposé, il y a quelques années, je pense qu'il faut clarifier les responsabilités et en particulier lorsque nous sommes aux affaires, faire en sorte que ceux qui exercent la responsabilité de la fédération, de la section, ne soient pas en même temps ceux qui sont investi du pouvoir exécutif, du mandat politique. Ça peut parfois poser des problèmes, mais je crois quand même que c'est un point important, et ça serait intéressant d'avoir un complément sur la manière dont cela pourrait être géré, même si j'ai bien conscience que tu as répondu largement sur ce point là. Pour ce qui concerne l'association des militants aux décisions, moi j'ai été 1er fédéral, j'ai refusé d'organiser un vote pour une convention parce que on ne fait pas voter les militants sur un texte qu'ils ont reçu la veille et qui doit repartir le lendemain. Donc, la question se pose, de savoir comment lorsque l'on est

aux affaires mais aussi lorsque l'on y est pas, on fait en sorte que les projets de texte, soient présentés à la fois avec une part suffisante de temps pour les examiner, et le temps c'est pas 15 jours pour envoyer aux sections, faire un conseil fédéral de synthèse et renvoyer les propositions au conseil national la veille qui les approuvera le samedi matin en commission et puis qui les fera approuver le samedi après-midi au conseil national. Ça impose donc sur l'examen de nos textes de principe, je ne parle pas du congrès, je parle de nos textes d'orientations, un autre fonctionnement du parti, c'est peut être valable pour les motions que nous pouvons essayer de faire au niveau de nos fédérations. Quoiqu'on en dise, on est pas tous égaux devant la capacité à traduire un certain nombre d'idées sur le papier, la culture et l'expérience que l'on peut avoir d'un certain nombre de sujets pour pouvoir en parler, et précisément parce qu'il y a cet écart, il faut donner le temps de l'explication et de la compréhension. Comment est ce que dans les instances fédérales et départementales de la CFDT, on prend en compte cette option de temps et comment est-ce que nous, on peut en tirer des conséquences sur les propositions que l'on peut faire en interne, et en particulier dans la phase dans laquelle on va être pendant 5 ans, on va avoir à proposer des choses, et pas simplement à réagir sur des projets immédiats.

Elsa (Fédération du Gard) : Je voudrais intervenir sur l'investissement. Il me semble que pour fidéliser en fait les militants, il faut leur permettre et leur reconnaître leur investissement. En même temps il faut se méfier du surinvestissement, c'est à dire l'investissement pathologique, qui nous amène à avoir en responsabilités des gens qui vont se surinvestir pendant un moment et puis après qui vont être porteurs de telles aigreurs, d'une telle difficulté à vivre que cela va se retourner contre l'organisme lui-même.

Pascal Desclos : Oui au dynamisme. A ce jour, il est clair que l'histoire on peut la lire en objectivité : nous augmentons en nombre d'adhérents. Ce nombre a augmenté alors même que la gauche était au pouvoir. Je dirais même que c'est une chance pour la gauche que de voir des syndicats forts. L'autre chose que cela m'évoque, et je ne me permettrai pas d'intervenir sur les affaires internes du PS, c'est que lorsque la majorité est au pouvoir la question qui est posée est "à quoi sert donc le parti ?" Je pense que cela est une vraie question. La CFDT, sur le champ socioprofessionnel, lorsqu'elle est

“...il faut donner le temps de l'explication et de la compréhension.”

“Le contre pouvoir n’est pas quelque chose qui vise à défaire forcément le pouvoir mais à l’enrichir.”

au pouvoir - parce qu’elle gère aussi, elle s’investit, elle a des postes à responsabilités, on peut parler de la CNAM, des postes dans les CTP, on peut parler d’autres représentations dans les conseils supérieurs à l’Etat. etc. - la CFDT donc se doit de produire pour ces personnes qu’elle a mandatées.

C’est une vraie question que la production de nos organisations, à mon avis, et c’est un avis très personnel, la réponse est la même que l’on soit au pouvoir ou non. Il y a toujours une nécessité de production pertinente quoiqu’il arrive vis à vis de ceux qui sont au pouvoir ou de contre pouvoir mais il y a une nécessité pour les mandatés et les adhérents.

Pour la CFDT, le contre pouvoir n’est pas quelque chose qui vise à défaire forcément le pouvoir mais à l’enrichir notamment dans le cas que vous citez tout à l’heure. Pour répondre à la question d’Anne Hidalgo, un premier fait qualifie la CFDT : 52% de ses adhérents proviennent du privé, ça veut dire que l’histoire fait que le fait syndical CFDT est aussi une histoire du privé. La fédération des services en est pour une large part responsable. De plus, concernant les PME et les petites collectivités, on s’aperçoit que notre développement se fait énormément dans ces lieux de travail. Certes, cela est le fruit de notre stratégie, mais cela nous pose d’ailleurs d’autres problèmes stratégiques d’organisation et de prise en charge. Plus encore, cela nous interroge sur notre capacité à nous renforcer dans les grosses collectivités.

En effet, comparé à l’image que l’on a extérieurement du fait syndical, c’est dans la fonction publique, les entreprises publiques, que la représentativité syndicale stagne, voire baisse. Si nous nous développons énormément dans les petites entreprises ou les collectivités, c’est que nous lions notre revendication première à la CFDT. C’est pour cela, que nous revendiquons la reconnaissance de moyens clairs pour les organisations syndicales pour mettre en œuvre une démarche contractuelle au sein de ces lieux de travail. Ainsi, lorsque nous avons défendu la RTT, nous revendiquons également que la négociation se fasse par branche et par entreprise. Nous voulons obtenir que quelque soit la taille de l’entreprise, de la fonction publique concernée, il doit y avoir là une instance de confrontation entre les partenaires sociaux car tout ne se passe pas du niveau national : depuis quand suffirait-il de disposer d’une loi pour que la loi soit appliquée ? C’est pourquoi, notre

revendication de la démarche contractuelle est étayée par une seconde revendication sur les moyens donnés aux partenaires sociaux pour que cette démarche soit effective en termes de résultats concrets pour les entreprises et les établissements publics. C’est pourquoi, nous avons revendiqué et obtenu la possibilité de mandater des délégués syndicaux dans des endroits où on nous n’étions pas présents. Cela nous a notamment permis de donner à voir aux salariés ce que pouvait produire une organisation syndicale qui n’était pas forcément ce qu’ils en lisaient ou l’image d’Epinal qu’ils en avaient. Notre développement dans les petites collectivités, c’est cela, et dans les PME, c’est également cela. Et demain, nous continuerons encore à vouloir défendre le principe de la démarche contractuelle donc du respect des partenaires sociaux car il ne sert à rien de stigmatiser notre ennemi puisque c’est avec cet ennemi qu’il va nous falloir trouver un compromis et non pas un consensus ! Voilà pourquoi nous revendiquons une place pour que les organisations syndicales puissent intervenir. En effet car sans organisations syndicales, sans faits associatifs, où en serait la démocratie ? Et la démocratie c’est aussi sur le lieu de travail.

Pour tout vous dire, cette revendication nous avons demandé qu’elle soit appliquée pour les emplois jeunes. Nous avons demandé pour les emplois jeunes à ce que les CTP (comités techniques paritaires) en gros la même chose qui existe sur les CE, soient consultés sur la définition des nouvelles activités que ces derniers allaient développer. Cela a été refusé aux organisations syndicales, quel dommage ! nous étions enfin sur une décision extrêmement importante pour la CFDT, ce n’étaient plus la seule aide financière qui faisait la création d’emploi, mais la définition de l’activité nouvelle. Or, si nous étions en accord avec le dispositif Emplois-jeunes, nous avons profondément regretté que les moyens n’aient pas été donnés aux partenaires sociaux pour pouvoir construire ensemble la définition de ces nouvelles activités.

Pour ce qui concerne l’investissement pathos, je pense qu’il existe, je pense même que je suis tombé dedans... Il existe mais...quand je parlais tout à l’heure, je pars toujours des orientations d’une fédération, d’une confédération qui sont toujours suivies d’un plan de travail. Aussi, ce plan de travail c’est une manière de quantifier l’investissement militant. Et cette notion de quantification, elle est nécessaire même si elle n’est pas

“Faire un plan de travail, c’est repérer la place de chacun, et le désir de chacun.”

encore développée dans toutes les structures de la CFDT. Mais je pense que nous tendons vers.

Faire un plan de travail, c’est repérer la place de chacun, et le désir de chacun. Il y a des personnes qui détestent écrire, qui détestent parler en public, qui détestent lire etc. tout cela il faut pouvoir se le dire. Car c’est cela, cette organisation qui donne la possibilité à chacun de vous émanciper. Il faut avoir ce discours, cette pratique de mise à plat de cela.

L’autre question qui a été évoquée sur l’organisation interne est celle du calendrier, notamment le temps nécessaire pour s’approprier des textes pour pouvoir avoir une position là-dessus.

Nous avons vraiment développé le respect de nos statuts, que ce soient nos statuts fédéraux, confédéraux, les statuts de syndicats, et je crois aussi qu’il y a une mesure interne qui fait que même si nous n’avons pas encore 50% des gens investis dans nos congrès et dans l’appropriation de nos textes de congrès, je considère que nous en avons au moins 20%. Ce taux commence à représenter un poids certain sur la capacité à porter demain les orientations à adopter. Une chose qui est très importante, c’est la notion de mandat et d’amendement dans nos congrès. Choisir le mandat c’est faire fi des assemblées générales d’adhérents, où en fait c’est le coup de téléphone qui fait que nous pouvons avoir la majorité dans la salle. Nous avons mis en place le mandat dans 80% de nos équipes. Elles l’ont pleinement adopté ce fonctionnement par mandat car nous voulons que chacun pèse en fonction du nombre de ses d’adhérents, qu’ils soient présents ou non ce jour dans la salle. En matière démocratique, cela a permis énormément d’avancer.

Un autre point important, c’est notre fonctionnement en amendement dans nos congrès. Les amendements, c’est prendre en compte le fait que c’est la complémentarité et le compromis qui font les choses, et non pas des textes face à face. Donc nous respectons le fait majoritaire, même s’il y a des soubresauts, je pense que certains d’entre vous en connaissent, mais globalement la ligne, elle est tenue, et on peut dire que notre syndicalisme d’adhérents est aussi ce qui rend pérenne notre organisation et notre action dans son ensemble.

Juan Fernando Lopez Aguilar (PSOE)

Je vous remercie de m’avoir convié à participer à cette journée de travail. Je veux féliciter les organisateurs, tout particulièrement Anne Hidalgo et ses compagnons Christophe et Pascal qui m’ont invité à apporter ma contribution sur l’expérience espagnole, sur la signification actuelle d’être socialiste aujourd’hui, comment militer, comment surtout être utile à la citoyenneté dans une société profondément transformée. Mon intervention sera articulée autour de trois parties. J’essaierai d’abord de faire un rappel historique du Parti socialiste et sur sa contribution à l’expérience constitutionnelle démocratique en Espagne depuis la Constitution de 1978. J’essaierai ensuite de livrer une réflexion sur l’expérience du PSOE au gouvernement, commençant en 1982, où le Parti socialiste a emporté une victoire éclatante lors les élections générales, jusqu’à 1996. J’essaierai enfin de livrer une réflexion sur les leçons à tirer de la défaite depuis 1996 jusqu’à aujourd’hui, et sur l’effort de réorganisation, d’actualisation et de modernisation du projet du Parti socialiste pour regagner la confiance des citoyens et naturellement pour permettre l’alternance lors des élections régionales et locales en 2003 et les élections générales qui auront lieu en 2004.

Le PSOE n’a jamais été un parti révolutionnaire, mais un parti orienté vers le réformisme radical, qui a fait de la démocratie une religion laïque. L’histoire du PSOE, c’est celle de la lutte pour la consolidation du constitutionalisme démocratique en Espagne. C’est justement pour cela que l’histoire du PSOE est celle de l’exil extérieur et intérieur, une histoire de turbulences, de frustrations, de douleur, une histoire de lutte contre la succession de coups d’Etat et contre la réaction dictatoriale qui a été l’histoire des XIX^e et XX^e siècles en Espagne.

Le PSOE a été fondé en 1879, il s’agit donc d’une histoire de 123 années. C’est le parti le plus ancien de l’histoire politique de l’Espagne, encore plus ancien que le parti nationaliste qui se revendique comme parti historique. Il a toujours défendu les valeurs de liberté, d’égalité et de fraternité qui sont des valeurs révolutionnaires, ancrées dans l’histoire révolutionnaire en France. Le Parti socialiste a toujours poursuivi la recherche de la consolidation du constitutionalisme démocratique en Espagne, plus particulièrement au cours de l’expérience de 1931. En

“Le PSOE n’a jamais été un parti révolutionnaire, mais un parti orienté vers le réformisme radical, qui a fait de la démocratie une religion laïque.”

1975, est apparue l'opportunité de faire partie d'une opération constituante ambitieuse, un espoir de futur, d'avenir. Le PSOE a joué cette carte. Il a réalisé un compromis pour la liberté, pour l'égalité, pour la justice et pour le réalisme politique dans un système démocratique parlementaire. Il a « parlementarisé » la monarchie, c'est-à-dire qu'il a dépouvé le monarque au nom des pouvoirs du Parlement constituant et a concentré le pouvoir politique dans le circuit parlementaire. Il a constitué une force pour combiner liberté, égalité avec garantie judiciaire très forte des droits fondamentaux et l'autonomie territoriale par le biais d'une opération de décentralisation territoriale qui a fait de l'Espagne l'un des Etats les plus décentralisés du monde contemporain. Un Etat qui même s'il n'est pas formellement dénommé fédéral, fonctionne comme tel. En 1982, après la mort de Franco, le PSOE est arrivé au pouvoir par un immense élan de confiance dont l'ont rendu dépositaire les citoyens. C'est la victoire historique de 1982. C'était l'opportunité de travailler pour la consolidation des droits fondamentaux, de la démocratie elle-même, pour le développement de l'autonomie et surtout pour la modernisation de la société par le biais d'une politique réformatrice sur le plan économique et social. Cela s'est fait avec beaucoup de succès. L'ambition était aussi d'insérer l'Espagne dans l'Europe. Nous ne faisons pas partie de l'Europe et c'était une ambition historique. Cette opportunité est devenue réalité en 1986. En faisant face à tous ces défis, le Parti socialiste a emporté quatre élections successives en 1982, 1986, 1989, 1993. Alors le PSOE est resté au pouvoir pendant quatorze ans et cela a constitué une transformation décisive de la société, de l'économie et de la position de l'Espagne dans le contexte européen. Tout naturellement, le Parti socialiste a été, ainsi que Felipe Gonzales l'avait prévu, victime de son succès, de sa capacité de transformation de la société espagnole. La société espagnole s'est vraiment profondément transformée. Elle n'est pas une société retardée, éloignée du courant de pensée de l'Europe. Une société de migration s'est transformée en société prospère, vieillie, une société comme toutes les autres dans le contexte européen, une société dans laquelle les structures de l'inégalité ont beaucoup changé aussi. L'inégalité a toujours été l'obsession des socialistes qui ont toujours lutté contre elle. Nous avons toujours pensé que l'inégalité avait

une racine économique et nous avons fait de la lutte contre l'inégalité économique presque la seule cause de notre combat. Mais la société transformée a créé beaucoup de clivages qui constituent de nouveaux défis pour les contemporains de pensée progressiste et socialiste. Il faut faire face à toutes ces transformations qui structurent l'inégalité entre les hommes et les femmes, entre les jeunes et les anciens, entre les « have » et les « have not » de la nouvelle société et qui constituent surtout les nouvelles racines de la désintégration et de la destructuration de la société. Pendant tout ce temps au gouvernement, le Parti socialiste a été l'objet d'une opposition farouche et brutale de la part de la droite conservatrice au Parlement, surtout en dehors des frontières de l'action parlementaire. Est venu le moment d'une judiciarisation massive, d'une criminalisation de la politique, de l'émergence de nouveaux pouvoirs comme les nouvelles structures financières de concentration de pouvoir économique, les corporations professionnelles, les médias en corrélation avec la judiciarisation de la politique, ce qui a donné lieu à un grand débat sur l'affaiblissement de la démocratie représentative et l'émergence de la démocratie médiatico-judiciaire.

Le PSOE a fait face à tous ces défis. C'est pourquoi, lorsque est venue la défaite, en 1996, est aussi venu le moment d'en tirer les leçons pour faire face au défi du renouvellement de pensée, des structures, d'organisation et du projet. Il faut tirer l'enseignement de l'expérience pour dessiner de nouvelles frontières pour la liberté politique, pour la participation des citoyens et pour la revendication de l'espace politique dans un contexte profondément transformé. C'est la première mission du Parti socialiste. La droite au pouvoir a fait une campagne permanente sur la délégitimation de l'espace public, avec en corrélation l'exaltation de l'espace privé.

La première chose, c'est la revendication de la politique, car c'est le seul moyen d'œuvrer en faveur des citoyens qui n'ont pas accès aux médias, à l'argent. Mais il faut aussi inventer la politique du pouvoir public. Car l'Etat n'est pas un centre de pouvoir politique et public, c'est un ensemble complexe de pouvoir public et d'administration aux alentours du pouvoir public. L'Etat espagnol s'est extrêmement décentralisé et la politique désormais ne se limite pas à l'Etat ; c'est l'Etat et les dix-sept communautés autonomes, qui sont des Etats fédéraux à l'intérieur

“La démarche consistait à écouter ce que la société espagnole attendait du PSOE.”

d'une fédération fonctionnelle et au moins "8 000 gouvernements" locaux, avec beaucoup d'importance dans la résolution des problèmes quotidiens des citoyens. Il faut revaloriser la politique et il faut aussi envisager avec beaucoup d'autres critiques les défauts qui ont marqué la citoyenneté après l'expérience du gouvernement socialiste. Le PSOE a été perçu par une partie des citoyens, il faut le reconnaître, comme un parti progressivement isolé, éloigné, et, la pire des choses, comme un parti fragmenté avec un manque d'unité et de cohésion. Cela a porté beaucoup de préjudices à sa crédibilité et à l'opération de renouvellement de la confiance des citoyens en sa faveur. Il fallait prendre en compte tous ces problèmes pour mettre en œuvre un nouveau projet politique. C'est ce que nous avons fait à l'occasion du 35^{ème} congrès du PSOE, en 2000, qui a permis une rénovation du message, de la doctrine idéologique et du projet politique du PSOE. La démarche consistait à écouter ce que la société espagnole attendait du PSOE. Il fallait combiner deux objectifs : réconcilier l'ancienne garde du PSOE avec les nouveaux actifs et pratiquer également une réconciliation avec le passé. Après l'autocritique, il fallait récupérer la volonté de pouvoir pour l'avenir, procéder à l'actualisation du message envisageant les nouvelles priorités de la société espagnole.

Je veux évoquer maintenant ces nouvelles priorités qui ont été fortement prises en compte par la nouvelle direction du PSOE, dont je fais partie.

Première priorité : la sécurité publique, c'est un problème important pour les citoyens qui concerne donc le PSOE, car sous l'action du gouvernement conservateur, la criminalité a atteint un record historique, plus particulièrement la criminalité organisée. Les mafias se sont établies en Espagne. Il faut combattre la criminalité par trois moyens : la prévention des délits avec des politiques transversales et horizontales, la répression avec le renforcement de la capacité opérationnelle des forces et des corps de sécurité publique dépendant du gouvernement de la nation, avec la coordination et la collaboration parmi les divers corps et forces de sécurité publique locaux, et par un troisième pilier : l'assistance aux victimes des délits, spécialement les victimes de délits violents, qui en Espagne ont atteint également un record historique, sous la conduite du gouvernement conservateur.

Deuxième problème : le logement. La capacité de nouvelles générations d'espagnoles d'acheter une demeure avec les conditions du marché en Espagne c'est une source de frustration, parce que c'est impossible. Le logement est prohibitif en Espagne, je crois que c'est aussi la situation en France, mais en Espagne le logement est devenu prohibitif, et les spéculations sur le sol, même sur le sol public, est universelle.

Troisième priorité : la qualité des emplois. Il faut accroître l'emploi, il faut combattre le chômage, mais aussi il faut faire le pari de politiques réformistes de l'économie. Défendre la stabilité, la qualité dans l'emploi, la lutte contre la précarité dans l'emploi, impose de faire le pari d'une croissance stable, d'une croissance ordonnée et durable, mais aussi d'une approche instrumentale, sans dogmatisme, sans catéchisme économique et fiscal. L'approche de la croissance stable et ordonnée, doit être respectueuse de l'environnement, sans être caractérisée par aucun dogme économique. Il faut aussi souligner l'importance de l'innovation de la recherche, et de l'éducation, parce que le gouvernement du parti populaire a décidé une vraie contre-réforme éducative, contre l'éducation publique, favorisant l'éducation privée. Voilà qui donne lieu aussi à une bataille pour la revendication pour des services publics de qualité, la santé publique, l'éducation publique, qui ont été abandonnées par le gouvernement conservateur. Et pour la revendication d'un quatrième pilier de l'Etat social de droit, de l'Etat du bien être, les services sociaux, l'assistance à la famille, la politique familiale, et les services qui ont pour bénéficiaires les personnes handicapées, les personnes dépendantes, qui dans le modèle de société espagnole, ont pour longtemps trop de temps reposé sur l'aide de la structure familiale. Et finalement une politique fiscale instrumentale pas dogmatique qui penche surtout vers l'équité de l'impôt sur les mouvements de capital et les impôts sur le travail, c'est-à-dire tout le contraire de ce qu'a fait le gouvernement conservateur.

Notre stratégie dénonce en permanence la contradiction entre la rhétorique du parti conservateur et le bilan de leur gestion, parce que tout y est contraire. Le parti conservateur est arrivé au pouvoir avec des promesses ; premièrement : moins d'impôts ; deuxièmement : plus de sécurité ; troisièmement : conservation de l'Etat providence de l'Etat social ; quatrièmement : régénération

“Il faut une nouvelle organisation, une nouvelle façon d’être socialiste, que nous avons appelé non pas “nouveau socialisme”, mais “socialisme à nouveau”.”

démocratique. Le bilan historique est contraire : la pression fiscale est montée, pesant surtout sur le revenu du travail ; la sécurité publique est un désastre absolu ; l’Etat social a été endommagé et on observe rien du tout de la régénération démocratique promise, mais bien au contraire, une concentration du pouvoir médiatique utilisant les anciennes sociétés publiques pour s’assurer une couverture médiatique sans précédent, favorisant en permanence la perpétuation du parti conservateur au pouvoir. Nous assistons à une manipulation “goebbelsienne” de la télévision publique qui est vraiment insupportable.

Nous avons alors décrit le parti conservateur au pouvoir comme un parti anti-social et ancien, autoritaire, qui fait de manipulation médiatique et du contrôle d’information un style de gouvernement. Mais finalement, pour finir le travail qu’on a promis lors de la tenue du 35^e congrès, il faut une nouvelle organisation, une nouvelle façon d’être socialiste, que nous avons appelé non pas “nouveau socialisme”, mais “socialisme à nouveau”.

Il faut comprendre que le défi c’est la recomposition de l’unité du parti, de l’unité du message, de l’unité de la doctrine, en compatibilité avec la structure fédérale du parti socialiste et avec notre confiance sur les valeurs, les structures, les peuples, les autonomies et l’Espagne qui est un Etat foncièrement fédéral.

Nous savons que pour récupérer la crédibilité et la confiance, et pour combattre la méfiance des citoyens, il nous faut souligner très fortement l’unification interne du parti, l’unité du parti. Mais il faut aussi faire le pari de la démocratisation interne et de la transparence dans le processus politique du parti socialiste.

Ainsi, parmi les solutions qui ont été prises au cours du 35^e congrès du parti socialiste, était le compromis sur la méthode des primaires pour la désignation des candidats aux mairies de plus de 50 000 habitants, de la présidence de communauté autonome et de la candidature à la présidence du gouvernement national. Il fallait aussi faire le pari du non-cumul très strict des postes publics et organiques, la limitation des mandats pour éviter que quelqu’un ne s’éternise dans un poste public institutionnel ou organique interne au parti ; pari de la transparence et des règles de compte-rendu à l’intérieur du PSOE.

En mettant en mouvement la participation des citoyens, en affichant notre volonté d’écouter en permanence, en pratiquant à l’intérieur du parti socialiste les règles

morales que nous voulons imposer au gouvernement, nous avons trouvé la proximité qui permet aux gens de se sentir justement proches de nous. C’est comme ça que nous sommes montés dans les sondages et que nous avons l’espoir bien-fondé de regagner la confiance majoritaire à l’occasion des prochaines élections locales et autonomes en 2003, ainsi que lors des prochaines élections générales en 2004.

Nous voulons gagner l’avenir, être la meilleure option dans la confiance des citoyens pour combattre et défaire la méfiance et nous voulons battre cette orgie de propagande ce qu’est devenue la politique du parti populaire antisociale, vieillie et profondément autoritaire.

Pascal Joseph : *Cher Juan Fernando, merci, tu t’es aperçu qu’on a essayé depuis tout à l’heure de te faire de grands signes, parce que évidemment le temps court... Pour lancer le débat, je dirais que tout le travail fait par le PSOE donnerait presque envie d’avoir le temps de l’opposition...*

Laurent Grandguillaume (Secrétaire de la section de Dijon) : *je voulais parler du lien organique entre les camarades qui ont des fonctions électives et ceux qui ont des responsabilités dans le parti : nous à Dijon, quand on a gagné la ville, j’ai demandé aux élus qu’ils démissionnent du bureau. Ils l’ont fait et laissé la place à des camarades. On peut l’inscrire dans les statuts, mais ça peut aussi se faire lorsque l’on dialogue et que chacun comprend l’intérêt à ce que le plus grand nombre s’investisse...*

A notre camarade du PSOE, je voudrais dire que nous assistons à un affaiblissement de la social-démocratie car les uns s’adressent au cœur, ce sont les socialistes; les autres aux peurs, peur de la mondialisation, peur de l’Europe, peur de l’insécurité qu’elle soit physique, économique ou sociale. Et nous avons donc, nous socialistes européens, une grande responsabilité, celle de construire un projet qui soit clair et authentique mais qui repose aussi sur nos valeurs qui n’ont pas changé entre le 20^{ème} siècle et le 21^{ème} siècle, ce sont toujours les mêmes, c’est le “socialisme à nouveau”. Il faut défendre une Europe politique et sociale ainsi qu’un gouvernement économique par exemple, mais, ce qu’il faut, pour pouvoir le faire, c’est que ça se fasse à la source comme disait un de nos camarades tout à l’heure, c’est à dire que le débat se fasse dans les sections entre les section françaises, espagnoles allemandes anglaises, etc., parce qu’on doit nous militants

“Il faut défendre une Europe politique et sociale mais, ce qu’il faut c’est que ça se fasse à la source entre les section françaises, espagnoles allemandes anglaises...”

pouvoir bien s'exprimer sur le programme qui sera celui de 2004. Alors, je vous pose la question : comment concrètement on peut avoir ce dialogue entre les militants des échanges directs sur le projet de 2004 ?

Anne Hidalgo (secrétaire nationale) : Je voudrais remercier Juan d'avoir accepté de faire le voyage et de venir travailler avec nous. C'est vrai que la situation qu'a traversé le PSOE est à la fois différente de la nôtre, puisque on part en Espagne d'une dictature, mais en même temps très proche, depuis ces dernières années, notamment depuis les années 80.

J'ai été très intéressée par ce qu'il nous a dit sur à la fois la période autocritique qui a suivi les deux grandes dernières défaites électorales mais aussi à un moment donné ce travail qui a consisté à revisiter son histoire dans ce qu'elle avait de positif et de négatif. Grâce à ce travail, le PSOE est en train de reconquérir l'opinion d'une façon absolument extraordinaire et je crois que c'est sans doute lié à ce qui vient de nous être exposé sur la façon dont les thèmes qui intéressent la société espagnole ont été formulés et les formulations me paraissent beaucoup plus simples que celles qu'on a pu avoir nous au moment de la présidentielle ; quand j'entends dire la sécurité sous tous ses aspects y compris la criminalité, le rôle des mafias etc., ça parle, le logement ça parle, je pense qu'il y a effectivement dans la formulation du message vis à vis de la société il y a sans doute eu un temps d'écoute qui a permis de formaliser des messages de façon très claire mais il y a aussi la question du travail militant, de la réorganisation du PSOE et j'avais été intéressée dans une rencontre avec des socialistes Andalous notamment du travail qui est fait autour de ce que vous appelez je crois un "plan de qualité" sur la relation entre les militants et leur organisation, la responsabilisation de chacun à l'intérieur de l'organisation et la relation entre militants et la société qui entoure le parti, donc j'aimerais savoir si sur ces points-là tu peux nous en dire un petit peu plus, c'est-à-dire sur l'évolution des pratiques militantes.

La dernière chose, c'est que je trouve aussi très intéressant qu'à un moment donné on se dise : l'adversaire c'est la droite, il s'agit bien sur de formaliser une nouvelle organisation, des pratiques, des messages politiques à l'adresse de la société, mais aussi de caractériser la politique de la droite qui est en place. Alors je le dis : chez nous l'échec électoral est peut être encore trop récent et trop vif, mais j'ai hâte qu'on en soit là !

Un militant (fédération du Vaucluse) : J'en profite puisque j'ai le micro, je voudrais faire le lien entre la question que vient d'évoquer Anne Hidalgo, les questions d'organisation et le débat

qui a eu lieu et la fin de votre intervention sur les échéances à venir, il y en a une qui est commune à nous tous, vous Espagnols et nous Français, c'est celle des Européennes de 2004. Il est une idée qui nous est chère, celle de l'organisation des socialistes européens à l'échelon géographique qui semble pertinent qui n'est plus celui de l'Etat nation. Nous avons connu une première expérience très timide en 1999 avec une base très minimaliste, nous ce qu'on souhaiterait c'est que l'on puisse imaginer une organisation des socialistes européens à cette échelle-là qui leur donne la possibilité de trancher les politiques publiques qu'ils souhaitent voir se réaliser ensemble au niveau du parlement européen.

Juan Fernando Lopez Aguilar : Sur l'Europe. Je crois que nous, socialistes, nous avons beaucoup de raison d'être heureux de la proposition des socialistes sur la politique à l'échelle européenne. Il faut la renforcer, c'est un manque insupportable, la politique maintenant a une dimension supranationale, c'est sûr. Mais il est incroyable qu'à l'échelle européenne il n'y ait pas de vraie structure politique supranationale ; le socialisme a toujours comporté un volet internationaliste, il faut le revendiquer avec plus de force que jamais, il faut revendiquer le droit international de la paix, le Droit International de l'Homme, des organisations internationales humanitaires, le droit international de l'environnement, il faut maîtriser les conflits internationaux de la planète dans laquelle la dialectique bipolaire est dépassée. Il est incroyable qu'en Europe il n'y ait pas une vraie structure politique partisane des socialistes européens, de la gauche européenne. Et nous, les socialistes espagnols, ne nous cachons pas cet échec, nous le reconnaissons, nous en parlons. Le PSE ne doit pas être un club d'opinion, ne doit pas être une occasion pour des réunions semestrielles, protocolaires, pour déjeuner, pour dîner. Il faut faire du PSE une force de transformation européenne avec un projet unitaire sur les affaires de l'Europe du futur, il est incroyable que nous n'ayons pas parlé des limites géographiques et culturelles de l'Europe, de l'importance des valeurs de la laïcité dans l'Europe de l'avenir. Il faut répondre avec une voix socialiste, à cette perte de vision du futur, parce que sont en jeu les valeurs démocratiques, le pluralisme, le respect de la dimension individuelle, du libre développement de la personnalité.

Il faut dire quelque chose sur les limites géographiques et

“Le PSE ne doit pas être un club d'opinion, ne doit pas être une occasion pour des réunions semestrielles, protocolaires. Il faut faire du PSE une force de transformation européenne avec un projet unitaire sur les affaires de l'Europe du futur...”

culturelles de l'Europe, il faut dire quelque chose sur l'éventualité que la Turquie puisse faire partie de l'Europe de l'avenir, parce qu'on a entendu la droite conservatrice refuser d'élargir les frontières de l'Europe au-delà des pays historiquement chrétiens. Il faut renforcer le dialogue entre les partis socialistes de l'Europe, il faut envisager un horizon pour répondre aux nouvelles peurs des citoyens déclassés de la nouvelle Europe ; probablement la meilleure occasion c'est la lutte contre l'insécurité publique, la lutte contre la criminalité, parce que la criminalité est la source d'une nouvelle attitude disons fascisante qui est très répandue dans la société européenne du présent, parce qu'il y a beaucoup de gens qui ont peur et que la réponse socialiste n'est pas "écouter, prendre en compte", alors qu'il faut prendre en compte, écouter, il faut répondre à l'insécurité avec une clef progressiste, pas une clef réactionnaire, anti-libertaire, liberticide.

J'ai entendu quelque chose aussi sur la nécessité de la réorganisation et de la "remoralisation" du projet socialiste. Disons que dans l'expérience espagnole, nous avons été conscients de deux facteurs, le premier est émotionnel : le parti socialiste a remporté les élections de 1982 apportant beaucoup d'espoir populaire ; nous avons fait très récemment une grande célébration nationale à Madrid à la mémoire de la victoire de 1982, et ça a été vraiment une fête nationale. Dans 20 ans, le parti populaire ne pourra jamais faire une fête pareille pour célébrer sa victoire en 1996, parce que ce n'était pas une fête quand ils sont arrivés, c'était seulement un événement électoral. La droite a remporté les élections, mais il n'y avait pas de joie. Je veux dire par là qu'il y a beaucoup d'émotions, de visions d'avenir et d'utopies qui peuvent être réalisées avec l'action politique. Mais il faut naturellement réfléchir et étudier sérieusement. Refuser la démagogie alors que la politique de la droite n'est que propagande, "junk messages",...

"...il y a beaucoup d'émotions, de visions d'avenir et d'utopies qui peuvent être réalisées avec l'action politique. Mais il faut réfléchir et étudier sérieusement. Refuser la démagogie alors que la politique de la droite n'est que propagande, "junk messages",..."

scenarii, chercher d'y donner des réponses adaptées aux besoins de la société, après un travail de réflexion et d'études. Je suis sûr que même le niveau national n'est pas suffisant, il faut s'organiser à l'échelle européenne, et je suis sûr que c'est la mission inévitable des socialistes d'aujourd'hui.

Pascal Joseph : *Merci Juan Fernando, pour ne pas perdre trop de temps, puisque le temps nous est compté, je propose à Bernard Cassen de prendre directement la parole, pour nous apporter sa contribution au débat, et puis on prendra ensuite des questions pour nous acheminer vers la fin de nos travaux de la matinée.*

Bernard Cassen (président d'Attac)

Merci de cette invitation, même si le temps qui nous est imparti est beaucoup trop limité pour donner une vue aussi globale que possible du point de vue d'Attac. J'essaierai de le faire brièvement.

Tout d'abord, en deux mots, le positionnement d'Attac. Nous ne sommes pas un parti, nous ne sommes pas un syndicat, nous sommes un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action, ce qui ne signifie en aucune manière que nous soyons hostiles aux partis et aux syndicats, bien au contraire. Dans toutes nos interventions publiques, nous conseillons à nos adhérents d'adhérer à un syndicat, d'adhérer à un parti, sans évidemment donner d'indication particulière. Je suis d'ailleurs convaincu que dans la salle il y a des membres d'Attac qui pourraient se trouver à la tribune à ma place.

Nous nous adressons aux majorités, pas aux minorités, à la société toute entière, vous ne trouverez jamais dans notre littérature officielle le mot gauche ou droite, jamais. Je ne dis pas qu'il n'y a pas de militant d'Attac qui l'utilisent, mais dans les textes émanant de la direction, ils ne figurent jamais.

Ensuite, il s'en déduit qu'en tant qu'association nous ne pouvons participer à aucune ingénierie politique de refondation, reconstruction, reformulation, etc. En revanche, ce que nous pouvons, ce que nous voulons faire, c'est éclairer les enjeux, pousser dans les retranchements, faire

“Nous n’avons aucun génie particulier, nous n’avons pas été un déclencheur de quelque chose, mais le révélateur des carences, des partis politiques.”

dire ce qu’il y a derrière les mots, qui sont le plus souvent confus, qui camouflent le vide ou le contraire de ce qu’ils prétendent vouloir dire. Et je crois que c’est l’une des causes de la crise de la représentation politique qui a été mise en évidence le 21 avril.

Alors, j’avais fait remarquer aux organisateurs que l’ordre des séances ne me paraissait pas le bon. Je pense que ce sont les idées qui commandent l’organisation. Et pas l’inverse. Et parce que c’est précisément autour d’un corpus d’idées partagées que s’est constituée Attac. Nous n’avons aucun génie particulier, nous n’avons pas été un déclencheur de quelque chose, mais le révélateur des carences, et notamment des carences des partis politiques qui ont appréhendé avec un retard, et qui continuent à appréhender avec un retard colossal, le phénomène central majeur que nous considérons comme celui qui surplombe tous les autres qui est le phénomène de la mondialisation libérale.

Je vous ai conté une anecdote : j’avais un excellent ami que beaucoup d’entre vous sans doute connaissait, le regretté Pierre Guidoni, qui un jour m’avait invité. Il animait un club dans les années 94-95 dont j’ai oublié le nom, qui réunissait régulièrement des membres du parti socialiste. Je lui ai dit “je ne suis pas au PS”, “mais ça n’a aucune importance”. Donc j’assistais à ces réunions et un jour, il dit publiquement “qu’est-ce qu’on va programmer pour les prochaines séances ?” Je lui dis “écoute, il y a un sujet qui est majeur, dont on parle depuis 15 ans dans le monde diplomatique, ça s’appelle la mondialisation”. “Ah bon ? Oui, pourquoi pas, tiens, fais un exposé la prochaine fois”. La fois suivante je fais un exposé, rapide, bien sûr, d’un quart d’heure, sur la mondialisation libérale, ce que c’était, et les conséquences que cela entraînait. Pas de sourire, mais un intérêt poli, et juste une personne qui se lève comme un diable sort de sa boîte et qui dit : “je regrette et je déplore vivement ce qu’a dit Bernard Cassen, je continuerai à emmener mes enfants à Euro-Disney”. Je n’avais pas dit un mot d’Euro-Disney Land évidemment, mais une ancienne députée ...

Alors qu’est-ce que c’est, pour nous, le centre de tout ? La mondialisation libérale est le mot que nous utilisons en français, ce qui peut prêter à confusion. Il faut le définir, l’anglais est beaucoup plus clair, l’anglais dit : Corporate Lead Globalization, la globalisation impulsée, tirée par les “corporations” c’est à dire les entreprises transnationales,

les marchés financiers, etc., et évidemment à leur seul bénéfice. C’est autour de cette idée forte que nous nous sommes constitués et que s’est constitué un certain patriotisme d’Attac dont ceux qui sont membres peuvent également parler. Nous traitons la mondialisation libérale, c’est-à-dire la dictature des marchés financiers, reconnue comme tel par les politiques - je me souviens d’un commissaire européen pas socialiste celui-là, monsieur Yves Thibault de Silguy, qui un jour à Toulouse dit froidement, il était furieux d’un débat qui avait eu lieu, “il serait grand temps que les politiques français comprennent que ce sont les marchés qui gouvernent”. Ah ben d’accord, il avait tout à fait raison, et au moins il avait le mérite de le dire. Est-ce que c’est les marchés financiers qui doivent gouverner ou pas ? Quand vous avez un entretien avec un ministre, il vous dit “ah ben oui, c’est une très bonne idée, quel homme de gauche au demeurant ne serait pas sensible à ça ... mais, malheureusement, il y a les marchés financiers”. Est-ce que oui ou non on les affronte ou pas ? C’est ça la cible, elle est là : la finance au poste de commandement, la spéculation financière qui descend sur la finance qui descend sur l’économie, sur l’activité de production et puis en bout de course, tout à fait en bas, vous avez vous et moi, le simple citoyen. Alors c’est peut-être des idées simples et si j’avais un peu plus de temps, je vous les déclinerai de manière un peu plus sophistiquée, et je peux faire un cours de 30 heures là-dessus.

Cette mondialisation libérale, c’est-à-dire la dictature de la finance sur toute l’activité, elle a des implications, et notamment sur l’Europe, il ne s’agit pas de dire “oui on est pour l’Europe” bien sûr qu’on est pour l’Europe, mais quelle Europe ? A force de s’interroger sur le fait de savoir s’il faut avoir un président élu pour 3 ans, pour 6 mois, chose dont les gens se moquent éperdument, à tort d’ailleurs, parce que ce sont des choses importantes, quel est le contenu du projet européen ? Ce projet nous l’avons toujours analysé comme une déclinaison continentale de la mondialisation libérale, l’Europe actuelle c’est la pointe avancée de la mondialisation libérale plus que les Etats-Unis. Et en particulier dans le domaine commercial, à cet égard la politique menée par monsieur Pascal Lamy est une des plus nocives qui soit. Là encore il faudrait - excusez-moi d’être lapidaire, mais je ne peux pas rentrer dans le détail. Or dans le vocabulaire - puisque vous m’invitez et que je suis devant des socialistes - dans le vocabulaire du

parti socialiste, on a rarement vu sauf dans un article dans Libération signé par trois de vos responsables dont votre porte-parole, où ça apparaît clairement, oui, effectivement l'Europe qui se construit depuis le Traité de Rome, c'est la pointe avancée, un moteur de la "mondialisation libérale". Je me félicite que des responsables d'un parti reprennent cette terminologie en espérant qu'ils reprendront aussi les analyses qui sont derrière.

La mondialisation libérale c'est ce qui surplombe tout le reste. Les circonvolutions du genre "la mondialisation maîtrisée" ça ne veut rien dire et tout le monde sait que ça ne veut rien dire ; personne ne convaincra personne en employant des formules comme ça ; on les convaincra quand on dira "voilà y a ça, voilà comment ça marche, qu'est-ce qu'on fait contre ça..." parce que dès lors que vous considérez qu'il s'agit, ce qui est notre cas, d'une ligne de clivage, il s'en suit toute une série de conséquences, en particulier sur les services publics, sur les privatisations, scandaleusement baptisées "ouverture de capital", et il y a une production terminologique extraordinaire chez beaucoup d'hommes politiques ou de femmes politiques, pour déguiser la chose ; l'ouverture du capital ça veut dire en français privatisation, voilà comment il faut le traduire ; l'ouverture du capital de France Télécom, c'est la privatisation de France Télécom. Peu importante le niveau de contrôle, même si France Télécom est majoritairement à capitaux publics, on sait très bien qu'elle se comporte comme une société rendant des comptes à ses actionnaires qui sont pour un partie salariés et pour une partie d'autres, et uniquement, dès que vous mettez le ver 1% dans le fruit, c'est 100% de privatisation dans les têtes ; je vais pas détailler, je vais pas vous faire un programme de gouvernement, vous allez vous y atteler, mais tant que on n'est pas clair sur ces choses-là il est vain d'espérer rassembler, ça je vous le dis comme je le pense et je le dirai à tous ceux qui me font l'honneur de m'inviter.

Alors qu'est-ce que ça induit en termes de démarche en ce qui nous concerne puisque vous êtes intéressés ce matin particulièrement par les questions d'organisation. Attac est constituée de personnes morales et de personnes physiques, soit au total environ 30 000, et quand nous donnons des chiffres, nous, c'est pas des chiffres bidons, c'est les chiffres de gens qui ont cotisé, on est le fait le décompte le 15 décembre. L'acte de faire un chèque est le premier acte militant. Sur ces 30 000 personnes ; il y a

environ 1 500 personnes morales y a 5 ou 600 syndicats, section, fédération etc. selon la structuration des syndicats, de la CGT, de la CFDT, y a en même de FO, de la CGC, etc., c'est pas la majorité, mais il y en a, y a des entreprises, etc. La direction d'Attac, le président qui est président jusqu'au 1er décembre prochain, est élu par un conseil d'administration lui-même élu par l'ensemble des membres pour 3 ans. Mais ce qui fait un peu la nouveauté d'Attac, c'est qu'il y a une direction nationale qui donne les cadres, impulse les campagnes, qui fait les textes, etc., mais il y a aussi à la base, des comités locaux, il y en a environ 230, qui rassemblent ceux des membres d'Attac qui sont les plus actifs ou les plus disponibles, je dirais à peu près 20%, alors avez Attac Pays Basque, Attac Rhône, Attac La Ciotat, Attac Marseille, Attac Villeneuve D'Asq, etc., et ces entités sont autonomes, la plupart d'entre elles ont la personnalité juridique, simplement nous avons le label que l'on pourrait retirer si d'aventure ces comités se mettaient à appeler à voter Front National ou à voter n'importe quoi d'ailleurs, car nous n'appelons à voter pour personne. Nous n'avons fait qu'une exception que vous connaissez dans notre histoire après le 21 avril. Nous sommes pour la plupart d'entre nous membres de la majorité présidentielle, et même nous sommes peut être la majorité de la majorité présidentielle... Donc dans le cadre général des orientations que la direction nationale propose les comités font ce qu'ils veulent. Ils font ou ils font pas : on peut dire il faut lancer une campagne, il faut organiser une manif contre l'OMC, si nous on peut trouver ça absolument génial, si les comités ne veulent pas le faire, ils ne le font pas, ils votent avec leur pieds. Le miracle d'Attac, parce que chaque jour on me dit c'est un miracle que ça marche encore, que ça marche toujours plus, c'est cet équilibre subtil entre d'abord les organisations fondatrices qui viennent dans Attac et, je ne suis pas naïf, pour leurs intérêts propres. Donc certaines sont plus actives que d'autres, mais ces organisations fondatrices, mêmes si elles ont leurs intérêts propres, sont toutes imprégnées par ce patriotisme organisationnel, c'est un mot qui moi ne me fait pas peur du tout, d'Attac, d'être membre d'Attac. Cela nous pose des problèmes des fois, dans les manif, vous avez des membres de telle ou telle orga qui est membre d'Attac qui défile, et beaucoup de monde préfère défiler non pas derrière les banderoles de leur orga, mais derrière les banderoles d'Attac. Je le déplore d'ailleurs. Mais c'est

"...ce qui fait un peu la nouveauté d'Attac, c'est qu'il y a une direction nationale qui impulse mais il y a aussi à la base, des comités locaux autonomes..."

“...la formation, c’est ça qui compte. Il faut d’abord penser, comprendre avant d’agir : aller à une manif c’est très bien, mais encore faut-il comprendre pourquoi on va à la manif...”

comme ça. C’est un fait, il y a une sorte de phénomène de vases communicants, sans doute sur les thèmes qui sont les nôtres, qui apparaissent sans doute plus centraux que telle ou telle organisation membre.

L’autre élément sur lequel je veux insister c’est la dimension formation. Je vous ai défini Attac comme mouvement d’éducation populaire. Nous considérons en effet qu’il y a une formidable carence dans la formation des militants. Malheureusement les écoles de cadres du PC n’existent plus, je ne sais pas si vous avez jamais eu des écoles de cadres au PS, il y avait des lieux de formation dans les syndicats, c’est très faible maintenant, voire inexistant. Nous considérons que c’est une mission essentielle – essentielle ! Nous considérons que la formation, c’est ça qui compte. Il faut d’abord penser, comprendre avant d’agir : aller à une manif c’est très bien, mais encore faut-il comprendre pourquoi on va à la manif, comprendre les enjeux qu’il y a derrière. Donc nous déployons un effort de formation considérable, nos comités organisent, si vous regardez sur le site d’Attac, tous les jours vous avez 10 ou 15 conférences débats quelque part en France, nous publions des bouquins, à ce jour une douzaine, nous organisons une université d’été, peut être certains d’entre vous y ont-ils participé, nous publions des brochures, notre site Internet est considérable, ça nous paraît le plus important, parce que l’économie ce n’est pas si compliqué à comprendre que ça, on nous a fait avaler l’idée que c’était beaucoup trop compliqué pour être traité par de simples citoyens, y a des experts pour ça, et les experts sont en général formels, comme vous savez, et bien non, on peut très bien comprendre comment ça marche la finance l’économie, même si on est totalement analphabète dans ces domaines ; c’est ça qui nourrit en permanence ou en tout en cas nous essayons de faire qu’il en soit ainsi notre activité ; et évidemment cette activité n’est pas que de l’étude elle est aussi de l’action ; alors l’action ça prend toutes les formes que vous voulez depuis une manif, aller au forum social européen de Florence ou à Porto Allegre, interpellier les élus, distribuer des tracts, faire signer une pétition, enfin les grands classiques que vous connaissez. Moi je crois que c’est toute une série d’équilibre entre d’une part éducation et action, entre le rôle de la direction nationale par rapport aux comités locaux, le rapport entre les “orga” membres et Attac tout court. Tout ça marche, c’est marrant, mais ça marche, nous ne votons jamais, tout se décide au consensus,

il nous est arrivé de voter des fois mais sur des problèmes techniques (faut-il que la cotisation soit de tel à tel barème), mais jamais sur une question de fond, parce que nous avons une culture de l’unité, c’est à dire il faut garder les gens qui sont avec nous, et s’en adjoindre de nouveaux, ne laisser personne perdre la route, et nous nous efforçons d’arriver à des positions communes qui ne soient pas simplement des plus petits dénominateurs communs.

Alors je vous fais un tableau idyllique sans doute, mais c’est pas si idyllique que ça, dans la rubrique idyllique, je dirais, le fantastique développement d’Attac hors de France, Attac est présent dans tous les pays européens, avec souvent des forces considérables, je pense aux pays du nord, aux pays nordiques, à l’Italie à l’Allemagne, et dans beaucoup d’autres pays du monde, y compris au Japon, où ça se développe à vitesse V, donc nous sommes présents dans une cinquantaine de pays, et ceci s’est fait spontanément. Je me suis pas pris ma valise pour aller prêcher la bonne parole à droite à gauche, non, et partout on observe la même configuration - éducation populaire, et action. Alors nos carences : nous avons, nous n’avons que 4 ans d’âge, mais pas plus que les partis nous sommes capables à ce jour d’attirer chez les couches plus populaires. Il y a pas des fois des ouvriers. Il y a des employés... mais globalement la sociologie militante à Attac est proche de celle que vous connaissez au PS.

Nous ne sommes pas du tout satisfait de ne pas avoir prise sur ces catégories de la population qui sont les premières victimes de la mondialisation libérales et de ses déclinaisons mises en œuvre en France pendant 25 ans, et à cet égard nous ne faisons pas de grosses différences entre les gouvernements qui se sont succédé au pouvoir depuis 25 ans. Dans certains cas nous faisons même des différences négatives qui vous surprendraient, le gouvernement de Lionel Jospin est, je vous le rappelle, le plus grand privatiseur de la V^e République, il faut le savoir. Alors il a privatisé, ça s’appelait jamais comme ça, mais c’était ça, ce qui n’exonère en rien Balladur, Chirac, Juppé, etc. Derrière une terminologie avenante de relations publiques, il y a une réalité, il n’y a jamais eu de rupture avec les canons de la mondialisation libérale au niveau national et encore moins au niveau européen, et il suffit de regarder les communiqués des ministres des finances européens depuis 15 ans, c’est la même vulgate. Nos idées ont avancé dans l’opinion, c’est évident, en

“Nous avons une culture de l’unité.”

“...les mots ont aussi une force propulsive autonome...”

témoignent beaucoup d'études, beaucoup de sondages, le succès des livres hostiles au libéralisme. Nous avons avancé dans les partis, de gauche ou de droite d'ailleurs, même dans le vocabulaire du président de la République. Je sais que c'est sans doute des mots, mais les mots ont aussi une force propulsive autonome, les mots, une fois qu'une chose est dite, elle fait partie du paysage politique. Nous ne sommes pas calés comme les partis sur les échéances électorales, nous sommes dans le long moyen terme, et le moyen terme, c'est quoi, c'est extirper le virus libéral qui est dans nos têtes, dans vos têtes, dans ma tête aussi, qui a été infectée pendant 25 ans, c'est une opération de décontamination qu'il faut faire pour réapprendre à penser.

Tout à l'heure je regarderai les Guignols, vous savez qu'à la fin des Guignols PPDA dit "maintenant vous pouvez éteindre votre téléviseur et reprendre une activité normale" Eh bien il y aura un long travail d'hégémonie au sens "Gramscien", à mettre en œuvre pour enfin on puisse dire "mais oui on peut faire autrement". Et c'est notre slogan quand on dit "un autre monde est possible" c'est presque révolutionnaire de dire ça. L'air de rien, ça veut dire que nous ne sommes pas condamnés au libéralisme, à la seule politique possible, etc. Un autre monde est possible. Lequel ? Nous ne disons pas lequel, nous n'employons pas le mot socialisme, aucun mot en "isme", ce sera ce que les sociétés voudront faire, et sans doute ce monde ne sera pas le même, et à cet égard le sous-commandant Marcos a une meilleure formule que la nôtre : "d'autres mondes sont possibles". Mais au préalable, il faut déjà faire cet effort mental et arrêter de se dire il y a telle contrainte, il y a le pacte de stabilité, il y a la banque centrale européenne, il y a le FMI, etc. Avec ça, on peut tirer la chasse... Il n'y a plus rien à dire.

Ce que nous préconisons, c'est une rupture radicale. Dès lors que vous commencez à tirer le fil de la pelote anti-libérale, tout vient avec, et le problème c'est d'avoir le courage de le faire, et pour ceux que nous désignerons pas les urnes d'avoir le courage politique de le mettre en œuvre. Et ça c'est une autre paire de manches, mais nous inscrivons notre effort dans le moyen terme, j'espère pas trop dans le long terme. Merci.

Geneviève (fédération du Loiret) : *Bonjour, je viens de la fédération du Loiret. Face à votre explication, dans votre*

système de dénonciation de la globalisation libérale, on a l'impression finalement qu'il y a une cause à tous nos maux, c'est cela. Et moi ça me fait très peur ce mode de raisonnement, parce que ces systèmes de pensées qui ont une explication qui impute la responsabilité - déjà on est dans une logique de responsabilité - les choses sont souvent beaucoup plus complexes que la désignation d'un coupable, et imputer la responsabilité à un élément ça me paraît pour moi intellectuellement, au-delà de qui on désigne, ça me paraît fermé et dangereux. D'ailleurs vos derniers mots concernant la décontamination m'évoquent un certain nombre de vocabulaires, d'expressions qui à mon avis ont été des expériences terribles. Par ailleurs, c'est vrai que vous vous présentez comme une association, donc vous êtes en dehors de la vie politique, et des échéances politiques, cela dit vous participez à une expression qui est de type politique et vous avez d'ailleurs, je crois que c'est votre grand mérite, cette idée d'animer l'espace public, d'animer le débat, et effectivement je pense que dans ce sens vous récoltez les fruits d'une novation qui me paraît assez positive. Mais vous êtes de toute façon dans une action politique, hors parti, mais dans une action politique. Et vous êtes aussi identifiés à gauche et on vous identifie traditionnellement à une gauche radicale, l'opposant à une gauche de la réforme. Ce que je perçois, à travers les adhérents d'Attac que j'ai pu croiser, on sent une aspiration à incarner la "vraie gauche", à être dans une logique de pureté autour de l'engagement. La question que je vous pose est "où est-ce que vous vous positionnez par rapport à cette opposition" ? d'abord est-ce que vous vous positionnez dans l'une de ces deux traditions de ce qu'est la gauche, et sinon, est-ce que vous pensez qu'il y a un dépassement, ou est-ce qu'on peut créer un pont entre les deux gauches ?

Georges (fédération des Vosges) : *Vous avez parlé de l'extirpation du virus libéral. Faire une relation avec une vision de l'Europe est concomitante. Vous avez parlé de la mondialisation comme la négation de l'universel. Je l'ai conçu comme cela, et pour moi qui suis un militant européen, je ne fais pas de différence, par rapport au rêve et à l'espérance dont il est question ici, et pour citer Havel "la mission de l'Europe", porteuse d'un universel. Ce que je peux déplorer aussi ici c'est une question pour notre ami espagnol, par rapport au PS, c'est qu'il n'y ait pas de dépassement des frontières nationales, à l'issue des débats électoraux, on l'a vu en France. Donc on ne peut pas faire valoir, comme souvent on*

“Ce que je déplore c’est un désintérêt profond du parti socialiste pour la question européenne, cette mission de l’Europe ouverte sur le monde, ouverte à l’altérité...”

l’a vu au conseil de l’Europe, un Espagnol se lever et demander mais pourquoi le Français le Grec, et le Turc sont pour une fois d’accord et votent, instinctivement contre une résolution cadre pour les minorités. La question est aussi de faire des échanges d’expériences, par exemple sur les conceptions constitutionnelles. Ainsi, pourquoi le modèle relativement exemplaire espagnol de 17 communautés autonomes n’est pas mis en évidence, dans le cadre même du débat du parti socialiste ? Et au regard de la problématique européenne, je déplore qu’il n’y ait pas cette autre face de la mondialisation, en de l’échange au niveau de valeurs, de conceptions, de l’universel. Pourquoi Attac n’investit pas plus résolument la question de la problématique européenne, de la construction européenne, de l’élargissement ? Pourquoi laisse-t-on à Giscard d’Estaing, qui fut naguère un partisan du droit du sang, s’exprimer en toute impunité politique ?

Ce que je déplore d’une manière tout à fait lapidaire, c’est un désintérêt profond du parti socialiste pour la question européenne, la question de l’élargissement, et cette mission de l’Europe ouverte sur le monde, ouverte à l’altérité, par rapport à la question turque. Par exemple, moi je suis tout à fait partisan, et si l’on devait faire une proposition, pour inclure la Turquie, au nom d’un certain nombre de raisons, que je ne peux pas développer ici. J’en ai fini, c’est un témoignage citoyen.

Bernard Cassen : Si vous avez compris qu’Attac était un mouvement replié sur la nation, vous avez tout faux, nous sommes un mouvement internationaliste, et un mouvement européen. Loin de nous désintéresser de l’Europe, nous en faisons un sujet majeur de notre action. A Florence, par exemple, il y a eu une réunion des Attac d’Europe, et il y a avait un cortège unique de tous les Attac d’Europe, derrière la banderole, vous pouviez voir un Français, un Belge, un Italien, un Brésilien, et ils n’étaient pas que d’Europe d’ailleurs. Nous avons investi cette problématique, nous avons même écrit à la Convention, nous sommes en train de travailler sur un texte là-dessus, nos comités aussi, donc n’imaginez pas une seule seconde que nous nous en désintéressons. Ce sur quoi nous ne prendrons jamais position, parce que nous ne serons pas d’accord entre nous, c’est sur les architectures institutionnelles. On peut être fédéraliste, ou pas, il y a plein de solutions, on a décidé qu’on en parlerait pas entre nous, on peut en parler ailleurs. En revanche, nous prenons position sur les politiques européennes, etc. ces politiques

européennes dans la quasi-totalité des cas nous les attaquons vivement, nous sommes pratiquement en désaccord sur tout pour une raison évidente, c’est que la construction européenne s’est basée sur un principe, qu’est la norme supérieure de la concurrence. Et c’est sur la concurrence que se fondent les arrêts de la Cour de Justice des communautés européennes. Nous considérons que ce n’est pas le bon principe, et nous voulons introduire des hiérarchies des normes dans laquelle la concurrence passerait après d’autres (la cohésion économique et sociale, le plein emploi, le développement durable, etc.). Mais cette Europe-là, elle a été construite quand même, il faut que vous ayez un peu de mémoire, qui l’a construite cette Europe là, qui a fait le Traité de Maastricht ? qui est pourtant un hymne à l’ultra-libéralisme, relisez les articles 102, etc.

Maintenant l’universel : évidemment, si vous avez considéré que la globalisation libérale ça a quoi que ce soit à voir avec l’universel, vous avez tout faux. La globalisation n’a rien à voir, elle contourne et démolit tous les collectifs organisés, elle n’est universelle que dans son activité de prédation. Nous, nous sommes en faveur d’un internationalisme, qui part des communautés locales, qui remonte, et qui est une façon d’aller vers l’universel, c’est une étape vers l’universel. Pour répondre à la militante qui m’a posé la question au départ, oui nous faisons de la politique, évidemment. Quand on est pour la taxe Tobin, par exemple. Ce sont des mesures politiques, mais toute notre activité, c’est de faire de la politique sans être un parti politique, parce que notre corpus d’intervention est limité, nous ne prétendons pas avoir réponse à tout. Nous passons notre temps à ne pas prendre position, on nous dit mais il faut signer telle pétition, on en signe parfois qui sont à l’extrême limite de notre périmètre, parce qu’il y a une pression, beaucoup de raisons, mais on essaye de se restreindre sur notre champ.

Et alors je réponds au fond de votre question : oui, la mondialisation libérale ça nous paraît être le clivage qui surdétermine les politiques économiques, les politiques fiscales, les politiques budgétaires, et en bas de l’échelle, les politiques sociales. Ou on est dans ce cadre de liberté des marchés et de dictature de la finance ou bien dans un cadre de régulation, et à cet égard nous ne sommes pas du tout contre les organismes de régulation, nous sommes contre le logiciel qui les fait tourner, on s’en fiche qu’ils

“...nous sommes en faveur d’un internationalisme, qui part des communautés locales, qui remonte, et qui est une façon d’aller vers l’universel.”

“Quant au positionnement gauche radicale - gauche de réformes, c’est pas notre problème ça, c’est le vôtre.”

s'appellent le FMI, l'OMC, etc. Ce sont les règles que nous contestons, le contenu même.

Quand au vocabulaire de la décontamination, de l'extermina..., du virus libéral, c'est un façon imagée, je ne vous ai pas entendue dénoncer avec la même vigueur le matraquage libéral que nous subissons en permanence depuis 25 ans. Il suffit d'allumer les radios, le matin vers 7:30, sauf depuis la conversion de Jean-Marc Sylvestre qui a découvert, grâce lui en soit rendue, les vertus du services publics. Alors c'est une image, mais l'objectif, c'est la libération, c'est l'émancipation des esprits. Prenez cela pour ce que c'est : une formule.

Quant au positionnement gauche radicale - gauche de réformes, c'est pas notre problème ça, c'est le vôtre. Je vous ai dit que nous n'employons jamais le mot gauche, nous lançons des idées, et nous espérons qu'elles seront piquées, qu'elles seront pillées, qu'elles seront plagiées. Et si le parti socialiste veut prendre toutes les idées d'Attac, bravo, on applaudira, et on ne vous assignera jamais en plagiat. Nous nous adressons à tout le monde, nous mettons en circulation des idées, à charge pour ceux qui sont d'accord avec elles de les reprendre ou de ne pas les reprendre, et nous respectons tout aussi ceux qui les reprennent que ceux qui ne les reprennent pas.

Isabelle (fédération de Paris) : *Je vais essayer d'être vraiment très rapide, je suis de la fédération de Paris. Je suis militante récente, puisque j'ai adhéré il y a seulement deux ans. Je suis en fait entrée miraculeusement dans une commission nationale du parti socialiste il y a 5 ans, sur invitation de Lionel Jospin. Je remercie vraiment les organisateurs de cette journée, parce que enfin je trouve un lieu où on peut réfléchir à comment on doit s'y prendre pour faire de la politique. C'est ce qui était annoncé dans cette journée, et je pense qu'il faut qu'on reste centrés sur cette question-là. En 5 ans, effectivement, alors que je faisais partie d'une commission nationale et que j'étais dans une section après, au bout de 5 ans, je ne me suis pas sentie représentée par la tête du parti socialiste. Je n'ai pas senti que j'avais été écoutée et que des choses que j'avais pu proposer et qui ont été inscrites dans des textes même, qui ont été dans les traces et dans la mémoire du parti, je n'ai pas senti que ces choses ont été prises vraiment à bras le corps. Donc je pense que c'est de toute façon naturel pour toute organisation, que ce soit Attac ou n'importe quelle autre, d'avoir à un moment un regard sur elle-même, de la même manière qu'un individu est*

amené à réfléchir sur sa propre action. C'est effectivement une question psychosociologique et je pense que c'est très intéressant que ces profils de compétences puissent dire des choses dans le cadre du parti. Alors par rapport à tout ce qui a été dit ce matin, c'est très riche, tout est intéressant, je voudrais simplement dire quelques pistes : déjà le profil socioprofessionnel des élus, et des têtes pensantes du parti. J'ai mis un certain temps à comprendre que ce profil socioprofessionnel était quand même très étroit, et que quand on oppose ce profil au milieu populaire, on n'est pas vraiment dans la réalité. Je ne suis pas du tout d'un milieu populaire, je ne me sens pourtant pas du tout représentée au niveau de la pensée, et de la méthode par les cadres du parti, tout en ayant pour eux une estime, ça ne change rien à l'estime que j'ai pour eux, et pour un grand nombre d'entre eux. Donc c'est pas une question d'estime, c'est une question d'approche, une question de méthode. Lors d'une réunion de section, un jeune socialiste disait : "j'ai oublié les cours de sciences-po à la maison, et je pense que c'est pour ça que je ne comprends pas tout ce soir". Alors ce n'est heureusement pas le cas d'aujourd'hui, mais il y a vraiment des cas où la méthode énarque est omniprésente. Et dans les commissions thématiques en particulier, je l'ai vécu, j'étais seule "privée", je suis une terrible "privée", mais je ne suis pas des lobbies privés je suis du petit privé, qui lui n'est pas du tout représenté. La question des personnels qui sont leaders de ces commissions thématiques par exemple devrait être posée, les secrétaires généraux certains le sont depuis plus de dix ans, dans les commissions thématiques ils ne sont pas forcément élus. J'aimerais qu'on reste centrés sur ces questions d'organisation.

Nous sommes un certain nombre de responsables nationaux, fédéraux, de militants, de responsables locaux, à avoir eu envie de travailler sur les questions de fond, mais aussi sur nos pratiques politiques, de réfléchir dans cette période de pré-congrès sans avoir déjà en tête de projets politiques préconçus, avant même que les débats n'aient eu lieu. Tout cela correspondait à une volonté de mettre à profit cette période difficile, après un échec électoral cuisant. Nous voulions en tirer les leçons, repartir de ce que nous avons fait, ou pas fait, de ce que nous avons entendu ou pas entendu de ce que souhaitaient nos concitoyens.



Le 17 novembre 2002, sur l'ensemble de la journée, près de 600 personnes venues de 60 fédérations différentes ont pu échanger sur leur manière

d'envisager notre avenir collectif.

C'est une réunion de travail à laquelle François Hollande est venu se joindre pour entendre les éléments d'interrogation, les pistes explorées et aussi dialoguer, sachant que ce qui nous réunit c'est cette envie de prendre part au débat, quelle que soit notre position, dans ce parti qui est notre bien commun.

A la suite de cette journée, les organisateurs se sont retrouvés pour tenter d'apporter des réponses aux questions posées.

Ce premier cahier présente un projet stratégique clair et des propositions concrètes pour la rénovation du Parti Socialiste, adossés aux témoignages et interventions de la matinée du 17 novembre. Un second cahier, reprenant cette fois les thèmes abordés l'après-midi sera publié prochainement, consacré à "quelles idées neuves" pour les socialistes.

Pour plus de renseignements, vous pouvez consulter le site Internet www.17novembre.net